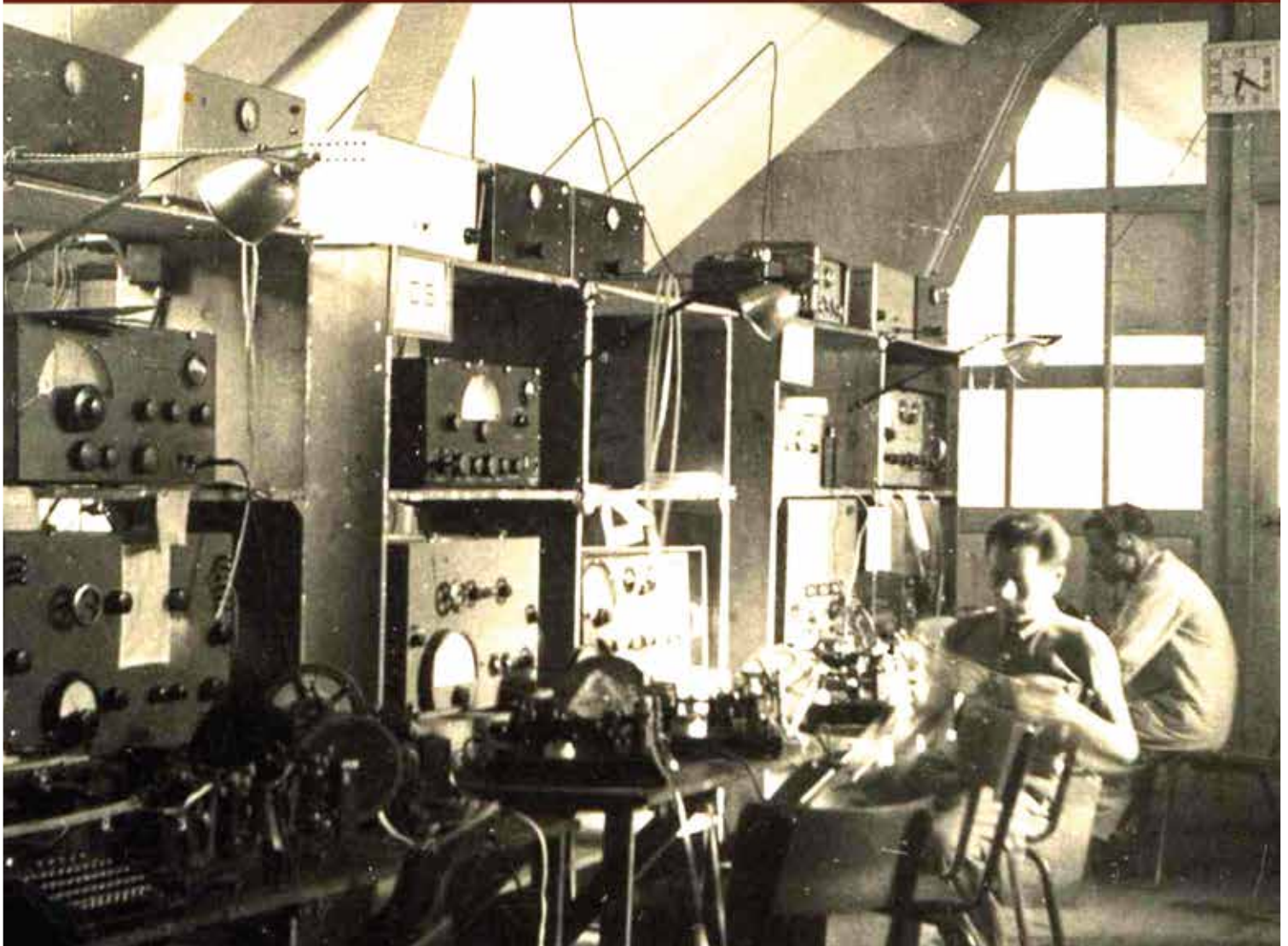


La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 94 – septembre 2018 – 5,50 €*



Dossier thématique

**Une Résistance méconnue:
les opérateurs radio du GCR**

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

Le pistolet Liberator, une arme d'insurrection peu commune

L'idée de ce pistolet, aux lignes peu engageantes, a germé au sein de l'*US Army Joint Psychological Warfare Committee* (JPWC), le Comité de guerre psychologique de l'Armée américaine, fin mars 1942, dans le cadre d'un plan d'action à mener avec les Anglais.

Une arme « secrète » aux effets psychologiques

Ce pistolet, peu coûteux de conception et d'utilisation très simple, est destiné à être largué dans les territoires occupés en Europe afin d'armer les résistants en vue d'une insurrection⁽¹⁾. Après avoir récupéré cette « arme jetable »⁽²⁾, les résistants auront les moyens de neutraliser un soldat ennemi pour se procurer de meilleures armes. L'idée des concepteurs du *Liberator* est « d'armer un million de personnes en Europe pour le coût d'un seul navire de guerre ».

Plus que ses performances balistiques, cette arme doit avoir un effet psychologique sur l'ennemi. En effet, le plan consiste à parachuter cette arme en grandes quantités de telle manière que les forces d'occupation ne puissent pas toutes les récupérer. Les membres de ce comité estiment que la simple idée que des dizaines de milliers d'armes soient potentiellement détenues par des résistants peut avoir un effet dévastateur sur le moral de l'ennemi ! Ce projet insolite est retenu par l'Armée américaine. Début mai 1942 les premiers prototypes sont mis au point par l'armurier George Hyde au sein d'*Inland Manufacturing*, une division de *General Motors*, à Dayton dans l'Ohio. Cette division, qui fonctionne comme usine d'armement, possède un laboratoire pour les armes expérimentales. Conçue dans le plus grand secret, afin de ne pas éveiller les soupçons l'arme est désignée sous le terme trompeur de *Flare Projector 45 caliber* (lance-fusée) ou FP-45.

Le FP-45 ou *Liberator* est réalisé dans des temps record. Six mois séparent sa conception de la fin de sa production. Onze semaines seulement ont été nécessaires à sa fabrication en masse qui mobilise 300 ouvriers de juin à août 1942 dans l'usine *Guide Lampe Corporation*, une autre division de *General Motors* à Anderson dans l'Indiana. Dans des cadences infernales, ce site de production parvient à assembler un million d'exemplaires du *Liberator*. La totalité de la production est ensuite envoyée à l'arsenal de Frankford en Pennsylvanie pour être conditionnée individuellement. Le *Liberator* est livré dans une boîte en carton paraffinée qui contient également 10 munitions, une baguette en bois pour extraire la douille vide après le tir et un mode d'emploi en forme de *story board* de douze vignettes réalisé par les studios Walt Disney⁽³⁾.

Une arme rudimentaire

Le FP-45 ou *Liberator* est un pistolet à un coup à l'aspect rudimentaire qui tire une cartouche de pistolet de calibre 45 (11,43 mm). Conçu pour être produit en masse et à bas prix, il est constitué de 23 pièces dont 9 sont en tôle emboutie⁽⁴⁾ qui sont rapides à fabriquer et donc beaucoup moins coûteuses⁽⁵⁾. Pour cette raison, ce pistolet possède un canon lisse. L'absence de rayures du canon réduit sa portée théorique à 8 mètres environ mais ses performances réelles sur le terrain sont bien moindres, environ 3 mètres. Au-delà de cette distance, la balle commence à basculer sur elle-même et perd en précision. Ce pistolet destiné aux attentats doit être chargé à la main, coup par coup. En l'absence d'extracteur, il est difficile à recharger rapidement⁽⁶⁾ ce qui le rend inutilisable au combat. Par ailleurs, le mouvement de sa culasse lors du départ du coup peut blesser la main du tireur. Il ne possède ni sécurité, ni chargeur c'est pourquoi ses munitions pouvaient être stockées dans sa poignée-magasin. Enfin, les pièces de son mécanisme étant rivées ou soudées, il est indémontable et donc difficile d'entretien ce qui limite sa durée de vie.

Un véritable fiasco

En juillet 1942, alors que la production de masse du *Liberator* est lancée, l'Armée américaine informe le *Special Operations Executive* (SOE) qu'un million de pistolets à bas prix peuvent être expédiés aux résistants en Europe dans le cadre d'une opération conjointe. Mais les Anglais qui ont modifié leur plan ne voient plus l'intérêt stratégique d'un largage massif à l'aveugle du *Liberator* en Europe occupée. Ils s'orientent alors vers des parachutages ciblés, et coordonnés avec la Résistance, d'armes plus adaptées au combat de guérilla comme la Sten⁽⁷⁾. Malgré tout, la moitié de la production est stockée en Angleterre dans l'espoir d'une utilisation ultérieure tandis que l'autre partie est confiée à l'*Office of Strategic Services* (OSS) qui met tout en œuvre pour se débarrasser de ces 530 tonnes de matériel. Ces stocks importants lui permettent de ravitailler la Résistance essentiellement en Asie de Sud-Est où ses marges de manœuvre sont plus grandes et plus rarement en Europe. Plusieurs dizaines de milliers de *Liberator* sont distribués en Chine et aux Philippines⁽⁸⁾ en 1943 tandis que quelques centaines



Pistolet américain FP-45 /M1942 Model 3 dit *Liberator*, face droite avec culasse fermée.

Caractéristiques techniques du pistolet *Liberator*

Calibre : 11,43 mm ou calibre 45 ACP (munition du Colt 1911)

Système de fonctionnement : coup par coup, culasse verrouillée.

Longueur totale : 141 mm.

Longueur du canon : 102 mm.

Rayures du canon : aucune, canon lisse

Magasin-réserve : 10 cartouches.

Poids : 450 g (à vide), 660 g avec les 10 munitions dans la poignée de la crosse.

Portée théorique : 8 m / portée efficace : 3 m.

Quantité fabriquée : un million d'exemplaires.

seulement arrivent entre les mains de résistants français en juin 1944⁽⁹⁾. Au final, plus de la moitié de la production de cette arme est jetée après 1945 en mer d'Irlande et dans l'Océan indien. Au-delà de la capacité de production des États-Unis durant la guerre, cette arme illustre les hésitations des Alliés à armer les populations civiles européennes en l'absence de tout contrôle. ●

Frantz Malassis

(1) Le 25 mai 1942, le JPWC précise que le *Liberator* peut aussi faciliter un débarquement en le diffusant sur une bande côtière de 170 km de long et 65 km de profondeur.

(2) Il ne porte aucun marquage ni numéro de série comme il est d'usage pour les armes réglementaires.

(3) L'absence de texte évite les problèmes de logistique puisque le mode d'emploi n'a pas à être traduit dans la langue du pays destinataire.

(4) Les autres pièces sont des ressorts et des axes.

(5) En 1942, le coût du *Liberator* s'élève à 2,10 dollars en incluant les accessoires, les munitions et le conditionnement.

(6) Son chargement prend environ 10 secondes.

(7) Cf. *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n°87, décembre 2016, p. 2.

(8) Aux Philippines, ils sont disséminés 48 heures avant chaque assaut reprenant l'idée initiale du JPWC.

(9) Un *Liberator* est exposé au musée de l'Armée (don du colonel Chinouilh/2000.704).

Sources

Gaston Depelchin, «Le pistolet *Liberator*» in *Cibles* n° 507 et 508, juin et juillet 2012.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Une Résistance méconnue: les opérateurs radio du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR)

- Introduction p. I
Par Fabrice Grenard
- Les opérateurs radio du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) dans la Résistance, 1940-1945 p. II à V
Par François Romon
- Biographie d'un opérateur radio résistant du GCR qui a rejoint le BCRA: François Cart (1922-2014) ... p. VI
Par François Romon
- Le détournement des communications allemandes par la Source K p. VII
Par François Romon
- La répression des radios clandestines en France p. VIII
Par Frantz Malassis

Histoire d'objets de la Résistance.....p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie..... p. 4
- Activités du département AERI p. 7
- Activités du département documentation et publications p. 8

Les activités de l'Association des amis de la Fondation de la Résistance..... p. 5

À lire..... p. 6

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur: Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone: 01 47 05 73 69
Télécopie: 01 53 59 95 85
Site internet: www.fondationresistance.org
Courriel: contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication: Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef: Frantz Malassis
Comité de rédaction: Fabrice Bourrée, Paulina Brault, Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, François Romon, Hélène Staes
Fichier des abonnés: Amélia Polonia-Vaz
Maquette et impression: humancom - 2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an: 20 €. n° 94: 5,50 €
Commission paritaire
n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal: septembre 2018



DR

Les musées évoquant l'histoire de la Résistance sont présents sur tout notre territoire⁽¹⁾. Ils sont 150 à être recensés dans l'Annuaire des musées de la Seconde Guerre mondiale édité par la Fondation de la Résistance. Ils incarnent tout à la fois la diversité régionale de ce phénomène historique mais également la vitalité de son souvenir en conservant localement un patrimoine très riche.

Au tournant des années 1970, répondant à une forte demande, les résistants de tous horizons les ont créés pour transmettre aux générations futures leur histoire et le sens de leur engagement d'alors. Dès le début, certains se sont associés à des historiens pour bâtir ensemble un parcours historique à partir de leurs collections. Aujourd'hui, ces lieux de mémoire accueillent un large public parmi lequel on compte de nombreux scolaires. Avec les associations de Mémoire et les Archives départementales, ils sont aussi des acteurs incontournables du Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Entre 2005 et 2010, la Fondation de la Résistance s'était associée à l'Institut national du patrimoine (INP) et à la Direction des musées de France, pour offrir à tous ces musées une réflexion sur la pérennisation et la valorisation de leurs collections dans le cadre de séminaires de formation qui se sont tenus aussi bien à Paris qu'en province. La majorité de ces institutions ayant un statut associatif, il leur fallait tout d'abord se rapprocher de collectivités territoriales pour perdurer. Il leur fallait également se professionnaliser tant au niveau de la conservation des collections que pour la médiation culturelle qui jusqu'alors était assurée par les acteurs, les anciens résistants et déportés, dont, hélas, les rangs commençaient à s'éclaircir.

Aujourd'hui ce mouvement de transformation est bien amorcé.

Certains musées ont d'ores et déjà transformé les espaces de leurs parcours permanents comme le musée de la Résistance et de la Déportation de l'Ain à Nantua ou le musée de l'Ordre de la Libération à Paris avec ses riches collections retraçant les parcours extraordinaires des Compagnons de la Libération, des unités légendaires de la France libre mais aussi l'héroïsme et le sacrifice des villes compagnons. D'autres sont en passe de le faire comme le musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne, le musée du général Leclerc de Hauteclouque et de la libération de Paris - musée Jean Moulin, le musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon ou bien encore le musée départemental de la Résistance et de la Déportation de la Haute-Garonne à Toulouse... Tous ces chantiers muséographiques permettent d'intégrer les avancées historiques les plus récentes et de répondre aux questionnements contemporains et aux nouvelles attentes des visiteurs.

Les plaques, stèles et monuments complètent ce paysage de mémoire, ce paysage du souvenir. Avec un maillage très fort dans l'espace public, ils engagent les passants que nous sommes à nous souvenir que derrière les murs des immeubles, des maisons, dans les champs et les forêts avoisinants, des résistants ont œuvré dans l'ombre pour libérer la France et rétablir la République.

Depuis les années 1980, de nombreuses initiatives ont ainsi vu le jour pour recenser cette « mémoire de pierre ». Ces recensements ont donné lieu à de nombreuses publications départementales. Cependant, à la Fondation de la Résistance, il nous est apparu nécessaire d'entreprendre ce recensement et cette valorisation sur de nouveaux supports, au niveau national et sous la forme d'un travail participatif. Ainsi, grâce à l'application mobile « Lieux de mémoire 1940-1945 » du musée de la Résistance en ligne, nous permettons à tous ceux qui le souhaitent de nous adresser des photographies de lieux de mémoire avec leur géolocalisation. Ces lieux sont alors contextualisés par notre équipe avant d'être intégrés à la base de données où ils sont interrogeables par tous sous la forme d'une carte interactive. Aujourd'hui plus de 2 000 lieux sont ainsi disponibles sur cette application !

Les Journées européennes du patrimoine apportent elles-mêmes une occasion de plus pour (re)découvrir ce patrimoine de la Résistance.

Il nous appartient à tous de connaître, de protéger et de faire vivre cet héritage ! ●


Gilles Pierre LEVY
Président de la Fondation de la Résistance

(1) Cet annuaire est disponible sur le site internet du musée de la Résistance en ligne : http://www.museedelaresistanceenligne.org/musee/salleconsultation/annuaire_musees.php

Activités du département recherche et pédagogie

La promotion du CNRD est une priorité pour la Fondation de la Résistance

Très attachée au Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), la Fondation de la Résistance s'est engagée à promouvoir ce concours qu'elle considère comme la pierre angulaire de la transmission de l'histoire et de la mémoire de cette période auprès des élèves.

La remise des prix du CNRD 2016-2017

La remise des prix de la session 2016-2017 du CNRD, dont le thème était « La négation de l'homme dans l'univers concentrationnaire nazi », s'est déroulée le 15 mai 2018 au lycée Louis-le-Grand à Paris en présence de Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, de Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées et de Tristan Lecoq, IGEN et président du jury national des correcteurs du CNRD. À cette occasion, le président de la Fondation de la Résistance, Gilles Pierre Levy, a remis le prix Lucie et Raymond Aubrac aux lauréats individuels aux côtés d'Elisabeth Helfer-Aubrac, tandis que la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, qui avait coordonné la brochure pédagogique, offrait prix et médailles à chaque lauréat. Cette année, la Ligue de l'enseignement, nouveau partenaire du Concours, a assuré l'accueil à Paris des lauréats et des enseignants venus de diverses académies métropolitaines. L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) a, quant à lui, coordonné le parcours culturel qui a permis aux lauréats et à leurs accompagnateurs de visiter des lieux de mémoire franciliens : Mont-Valérien, mémorial de la Shoah, mémorial des martyrs de la Déportation sur l'Île de la Cité.

Un bilan positif pour la session 2017-2018

Le thème 2017-2018 « S'engager pour libérer la France » a mobilisé beaucoup d'élèves et d'enseignants. Plus de 46 500 candidats ont présenté des copies individuelles ou des travaux collectifs aux jurys départementaux qui ont fait une première sélection avant d'envoyer les meilleurs travaux aux jurys académiques. Ces derniers ont ensuite adressé une sélection de travaux des quatre catégories aux membres du jury national des correcteurs qui ont travaillé cet été pour établir le palmarès national. Il sera consultable en ligne sur notre site à l'automne 2018. La Fondation de la Résistance a été très active dans la préparation et la promotion du thème de la session 2017-2018. Tout d'abord, elle a travaillé très étroitement avec la Fondation de la France libre pour réaliser la brochure pédagogique (ver-



Jean-Michel Blanquer discute avec un lauréat.

sion papier et numérique). Elle a aussi réalisé une exposition sur le Musée de la Résistance en ligne qui a attiré plus de 8 000 visiteurs. Enfin, le thème du Concours a été présenté à la communauté éducative dans de nombreuses académies notamment en association avec la promotion de l'ouvrage *Enseigner la Résistance* paru aux éditions Canopé en 2016.

Un nouveau thème pour l'année 2018-2019

Lors de la remise des prix du 15 mai dernier, Jean-Michel Blanquer a annoncé officiellement le thème du CNRD de l'année 2018-2019 qui est rédigé comme suit : « Répressions et déportations en France et en Europe, 1939-1945. Espaces et histoire ». Pour cette session, la brochure pédagogique est coordonnée par la Fondation pour la Mémoire de la Shoah. L'équipe de la Fondation de la Résistance a participé très activement à sa réalisation tout

en veillant à bien mettre en valeur les ressources des partenaires aux échelles nationale et européenne. La brochure papier devrait être diffusée à la fin du mois de septembre 2018 dans les établissements scolaires. Quant à la brochure numérique, elle devrait être consultable dans le courant du mois d'octobre 2018 sur le site de la Fondation de la Mémoire de la Shoah. De son côté, grâce à l'espace pédagogique du Musée de la Résistance en ligne, la Fondation de la Résistance mettra à la disposition des internautes la brochure numérique et un corpus documentaire sur la répression. Nous espérons que les élèves et les enseignants seront nombreux à s'engager dans ce travail d'histoire. ●

Hélène Staes

Nos manifestations en province

Journée d'études à Bourges « Écrire l'histoire de la Résistance aujourd'hui »

En partenariat avec le musée de la Résistance et de la Déportation et les Archives départementales du Cher, la Fondation de la Résistance organise à Bourges le 29 septembre 2018 une journée d'études intitulée « Écrire l'histoire de la Résistance aujourd'hui ». Elle sera l'occasion de faire le point sur l'état de l'historiographie et les enjeux que continue de soulever l'histoire de la Résistance tout en présentant les ressources disponibles sur le sujet. Sébastien Albertelli, Julien Blanc, Laurent Douzou, Fabrice Grenard, Jean-Louis Laubry et Jean-Luc Stiver présenteront des communications portant à la fois sur l'échelle nationale mais aussi le département du Cher.

La Fondation de la Résistance aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois

Comme chaque année, la Fondation de la Résistance participera aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois qui se dérouleront du 10 au 14 octobre 2018 sur le thème « La puissance des images ». Pendant toute la durée du festival, la Fondation présentera sur son stand l'ensemble de ses activités et de ses publications. La carte blanche de la Fondation présidée par Antoine Prost, président du comité historique et pédagogique et à laquelle participeront Claire Andrieu, Catherine Lacour-Astol et Mercedes Yusta portera cette année sur « La Résistance à l'épreuve du genre ». La Fondation participera également en partenariat avec l'INA et l'ECPAD à une table ronde intitulée « Filmer le maquis » en lien avec le thème annuel.

La Fondation de la Résistance aux rencontres du Centre international d'études et de recherches sur Vichy

Depuis trois ans, le Centre international d'études et de recherches de Vichy (CIERV) organise en novembre des rencontres consacrées à l'histoire de la période de l'Occupation. Cette année le CIERV et son président, Michel Promérat, se sont associés avec la Fondation de la Résistance pour organiser un programme entièrement consacré à l'histoire de la Résistance. Ces rencontres auront lieu à Vichy les vendredi 23 et samedi 24 novembre 2018. Toute l'équipe de la Fondation y participera, ainsi que les historien(ne)s Catherine Lacour-Astol, Tiphaine Catalan, Robert Gildea, Bénédicte Vergez-Chaignon. ●

Fabrice Grenard

Une Résistance méconnue : les opérateurs radio du Groupement des contrôles radioélectriques

Marius Cottavoz en 1943 procède aux écoutes au son au centre du Groupement des contrôles radioélectriques installé au château des Cours à Hauterive près de Vichy (Allier).



Archives privées Philippe Commin.

L'ouvrage de François Romon *Les écoutes radio dans la Résistance française 1940-1945*, qui a obtenu le prix Philippe Viannay-Défense de la France 2017, apporte une nouvelle pierre à l'histoire de la Résistance et à sa complexité. Il permet à la fois de souligner une activité résistante méconnue, celle des transmetteurs de l'Armée de terre, ainsi que des trajectoires menant de l'armée d'armistice jusqu'à différentes organisations résistantes.

Introduction *Par Fabrice Grenard*

L'histoire de la Résistance a longtemps été abordée de façon manichéenne, du fait de la vision gaulliste qui s'est imposée à la fin de la guerre. Alors qu'à Vichy se trouvaient ceux qui par le choix de l'armistice puis de la collaboration trahissaient la France en la livrant au III^e Reich, les patriotes souhaitant laver l'affront de 1940 et libérer le pays rejoignaient la Résistance. Cette vision apparaît pourtant de plus en plus battue en brèche par l'historiographie qui ne cesse au contraire d'insister sur la complexité d'une période se caractérisant par de nombreuses « ambivalences » et le « penser double » bien soulignés par l'historien Pierre Laborie : on pouvait à la fois souhaiter la libération de la France, être germanophobe, critiquer la collaboration, tout en soutenant le maréchal Pétain et certains aspects de sa politique intérieure.

De fait, d'importantes passerelles ont existé entre le régime de Vichy et la Résistance au début de la période, en 1940 et 1941, lorsque les frontières ne sont pas encore bien établies et qu'existe l'illusion selon laquelle le maréchal Pétain pouvait être l'homme de la revanche en pratiquant un double jeu à l'égard des Allemands. L'histoire allait démontrer combien cette « hypothèque Vichy » était fautive dès lors que le régime a toujours cherché à appliquer scrupuleusement les conditions de l'armistice, multipliant par ailleurs les offres de service auprès des Allemands dans le cadre d'une politique de collaboration à sens unique. Mais les personnes qui ont été au cœur des événements en 1940-1941 ne pouvaient connaître à l'avance le

sens d'une histoire qui était alors pleine d'incertitude dès lors que l'Allemagne nazie était victorieuse sur tous les fronts, que les États-Unis n'étaient pas encore entrés en guerre, que de Gaulle apparaissait très isolé en Angleterre et que la Résistance en métropole n'en était qu'à ses balbutiements, avec des moyens d'actions très limités et ne rencontrait pas encore l'audience au sein de la population qui sera la sienne à la fin de l'Occupation.

Pour certains militaires ou fonctionnaires refusant les conditions de l'armistice et désireux de continuer le combat, le meilleur moyen d'agir pouvait être de rester à leur poste et d'utiliser leur position au cœur du nouveau régime en place pour tenter d'obtenir des renseignements stratégiques susceptibles d'intéresser les Alliés. Alors que les contacts réguliers entre la Résistance métropolitaine et Londres n'existent pas encore en 1940-1941, les meilleurs canaux pour faire remonter ce genre d'informations restent les filières diplomatiques présentes dans la capitale de l'État français. L'un des exemples les plus célèbres est celui du commandant Loustaunau-Lacau, le fondateur du réseau Alliance. Cet anticommuniste farouche à la réputation sulfureuse (il a été soupçonné à plusieurs reprises avant la guerre de vouloir comploter contre la République) n'en était pas moins un ardent patriote qui refuse la défaite. Au cours de l'été et de l'automne 1940, avec son assistante, Marie-Madeleine Fourcade⁽¹⁾, il envisage de rejoindre l'Angleterre, avant finalement de se raviser en se disant que l'endroit où son action pouvait être la plus efficace

SOMMAIRE

- Introduction p. I
Par Fabrice Grenard
- Les opérateurs radio du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) dans la Résistance, 1940-1945 p. II à V
Par François Romon
- Biographie d'un opérateur radio résistant du GCR qui a rejoint le BCRA : François Cart (1922-2014) p. VI
Par François Romon
- Le détournement des communications allemandes par la Source K p. VII
Par François Romon
- La répression des radios clandestines en France p. VIII
Par Frantz Malassis

était Vichy. Exerçant des fonctions importantes à la tête de la Légion des combattants, il fait de l'hôtel des Sports où il est installé avec ses services une véritable plaque tournante du renseignement en faveur des services secrets anglais avec lesquels il est en lien.

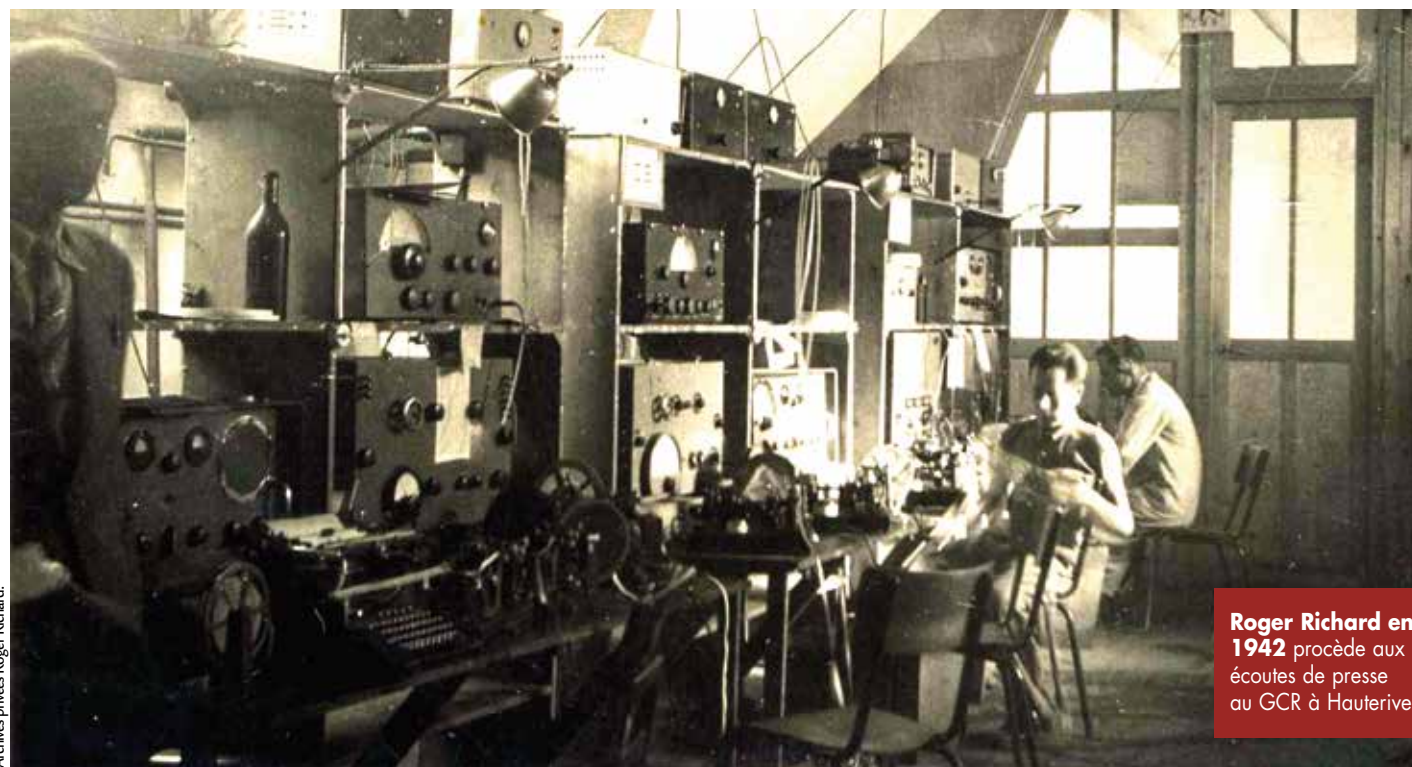
L'exemple que nous fournit François Romon avec les opérateurs radios du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) s'inscrit exactement dans la même veine. S'ils veulent continuer la lutte contre le Reich, ces hommes ne se posent jamais la question de rejoindre une Résistance qui en 1940 n'existe pas. La meilleure façon d'agir à leurs yeux consiste à continuer de servir en demeurant à leurs postes tout en profitant de leur travail d'écoutes pour collecter des renseignements et tenter de les faire remonter jusqu'aux Britanniques qui sont alors les seuls à continuer le combat. Mais un tel choix allait assez rapidement placer ces hommes dans une position intenable et ambiguë dès lors que servir Vichy revenait aussi à servir le Reich à partir du moment où le régime s'engageait dans une politique de collaboration sans aucune arrière-pensée. Cette ambiguïté se maintient jusqu'en novembre 1942. Avec l'absence de réaction de Vichy face à l'occupation de la zone Sud par les Allemands, pourtant contraire au traité d'armistice, les masques tombent définitivement. Se sentant déliés de leur serment au maréchal, ceux qui avaient dans un premier temps servi le régime tout en cherchant à préparer les conditions d'une revanche basculent désormais pleinement dans la Résistance. Beaucoup rejoignent le réseau Alliance, avec lequel des liens ont souvent été établis avant novembre 1942, d'autres gagnent Alger ou Londres pour lutter au sein de la France combattante. Leurs trajectoires montrent combien l'histoire de la période ne peut être réduite à certaines visions trop simplistes et nécessite toujours un effort de contextualisation important. ■

Les opérateurs radio du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) dans la Résistance, 1940-1945

Par François Romon

Dans son ouvrage *Les écoutes radio dans la Résistance française 1940-1945* (Nouveau monde éditions), François Romon⁽²⁾ suit les parcours d'officiers des Transmissions sous l'Occupation : Gabriel Romon, Paul Labat, Marien Leschi, Edmond Combaux et André Mesnier, cinq polytechniciens qui se sont connus avant-guerre dans le cadre de leur travail et sont nommés, dès l'été 1940, à la tête du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) à Vichy et des deux autres services techniques des Transmissions de l'armée d'armistice⁽³⁾.

Au-delà d'actions restées célèbres, comme le détournement des communications allemandes par la source K, François Romon rappelle que cette Résistance, méconnue, des opérateurs radios du GCR a pris des formes variées : collecte de renseignements, dissimulation de matériel pour éviter qu'il ne tombe aux mains des Allemands, formation et recrutement d'opérateurs radios clandestins. Beaucoup payèrent le prix fort dans cette lutte clandestine.



Archives privées Roger Richard.

Roger Richard en 1942 procède aux écoutes de presse au GCR à Hauterive.

Le développement de la TSF au sein des transmissions militaires

Au début du XX^e siècle, le développement de la télégraphie sans fil (TSF) modifie profondément les liaisons de commandement et la recherche de renseignements des armées européennes. La transmission sans fil a cependant un inconvénient majeur par rapport à la transmission par fil : elle est très facilement interceptée par l'ennemi. Le chiffrement des messages radio devient alors un enjeu stratégique majeur.

Dans l'entre-deux-guerres, les services de décryptage français obtiennent des résultats importants, notamment dans la guerre de l'ombre qu'ils livrent aux Allemands. En 1932, le capitaine Gustave Bertrand, responsable du chiffre du Service de renseignement (SR) français, obtient d'un « honorable correspondant » allemand, des documents très secrets sur l'usage de la machine à chiffrer Enigma, employée

à grande échelle par la *Wehrmacht* pour ses liaisons de commandement. Ces renseignements doivent permettre au SR de décrypter le chiffre d'Enigma et donc de lire les messages du trafic radio allemand interceptés. Mais les cryptanalystes français échouent à le faire. Gustave Bertrand communique alors les renseignements qu'il a obtenus à son homologue polonais, Gwido Langer.

Le 24 juillet 1939, Langer met à la disposition des Français et des Britanniques une réplique de la machine allemande Enigma que ses services ont réussi à réaliser, grâce aux documents fournis par les Français. Quelques semaines plus tard, Langer et son équipe parviennent à s'échapper de Varsovie lors de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne après avoir effacé toute trace de décryptage d'Enigma. Dès septembre 1939, ces cryptanalystes polonais qui ont pu rejoindre la France sont enrôlés au service du chiffre du capitaine Bertrand, désormais installé au Grand Quartier Général du général Gamelin. Ils y retrouvent les

capitaines des Transmissions Gabriel Romon, Marien Leschi et Edmond Combaux également mobilisés au Grand Quartier Général. Ce groupe polonais décrypte, pendant toute la durée des combats, un grand nombre de messages stratégiques allemands chiffrés Enigma⁽⁴⁾. Le commandant Paul Labat reste à la tête de la Section d'études des matériels de transmissions (SEMT). Le capitaine André Mesnier, quant à lui, est mobilisé comme commandant des Transmissions de la 19^e Division d'infanterie.

La création du GCR

En mai-juin 1940, bien qu'au point sur le plan technique, les transmissions font complètement défaut à l'Armée française. Partout, les capacités d'acheminement du trafic radio sont restées très inférieures à ce qu'elles auraient dû être. Figé dans le choix d'une guerre de position défensive, le haut-commandement français ne parvient pas à relever

le défi d'une guerre de mouvement imposée par la *Wehrmacht*. Là où chaque chef de *Panzer* est en liaison radio avec son commandement, les transmissions françaises ne sont pas en mesure d'assurer les liaisons nécessaires.

Le 28 juin 1940, quelques jours après la signature de l'armistice avec l'Allemagne, le capitaine Romon est nommé en zone Sud comme chef du Groupement des unités d'écoute et de radiogoniométrie (GUER) de l'État-Major général de l'armée d'armistice⁽⁵⁾. Mais son service est promis à disparaître en application de la convention d'armistice qui impose aux Français la suppression de toute activité liée au renseignement militaire. Gabriel Romon propose alors de regrouper tous les moyens d'écoutes radioélectriques et de radiogoniométrie de l'Armée de terre – c'est-à-dire ceux du GUER qu'il dirige, plus ceux des Services radioélectriques du territoire – et de les rattacher aux PTT. Son projet est soutenu par le général Weygand, ministre de la Défense nationale du gouvernement de Pétain, qui réussit à le faire accepter par la commission d'armistice, sous réserve que ces moyens servent tous les départements ministériels du gouvernement de Vichy et pas seulement celui de la Défense nationale⁽⁶⁾.

C'est dans ce contexte particulier qu'est créé le 10 août 1940 le Groupement des contrôles radioélectriques (GCR). Son centre principal est installé au château des Cours à Hauterive (Allier), près de Vichy. Il comprend quatre centres secondaires en zone Sud, Francheleins (Ain), Bouillargues (Gard), Bordères-sur-Léchez (Hautes-Pyrénées) et Argenton-sur-Creuse (Indre), ainsi que deux centres à Alger et à Tunis, avec un effectif total de 400 agents. Paul Labat en est le directeur général et Gabriel Romon le directeur technique tout en assumant également la direction de son principal centre, à Hauterive.

Le 7 décembre 1940, à la demande des officiers commandant les services techniques des Transmissions, est créé le Cadre spécial temporaire des transmissions de l'État⁽⁷⁾ : organisme de gestion d'un personnel sous statut des PTT mais composé exclusivement de militaires et d'agents civils des transmissions militaires. Il s'agit en fait d'une véritable opération de camouflage destinée à préserver les opérateurs radio et les officiers des Transmissions de la démobilisation. Un arrêté secret précise qu'ils continuent à être pour emploi à la disposition du ministère de la Défense nationale et qu'ils poursuivent parallèlement leur carrière militaire.

Une résistance s'organise au sein du GCR et des autres services techniques des Transmissions

Très vite, tout en satisfaisant aux missions officielles qui leur étaient assignées par le gouvernement de Vichy, les opérateurs radio volontaires du GCR⁽⁸⁾ utilisent le matériel dont ils disposent pour intercepter, sous la conduite de Paul Labat et Gabriel Romon, des informations de la plus haute importance sur les forces d'occupation. Ils vont, en particulier, intercepter des messages allemands chiffrés Enigma et les transmettre pour décryptage au PC *Cadix*. Cette antenne clandestine du SR français camouflé, établie



René Métrat en 1943 lors d'une session d'écoutes au son au GCR à Bouillargues.

Archives privées Famille Métrat

par Gustave Bertrand près d'Uzès (Gard), emploie les cryptanalystes polonais qui étaient auparavant au service du chiffre au Grand Quartier Général. Les informations ainsi obtenues sont transmises au *Military Intelligence 6* (MI 6) à Londres⁽⁹⁾. Quant aux émissions radio clandestines qu'ils sont officiellement chargés de détecter, les transmetteurs résistants du GCR s'arrangent, au contraire, pour prévenir les radios clandestins avant que la police de Vichy n'intervienne. Ainsi, le commandant Romon détaille-t-il, dans un long rapport interne au GCR, toutes les mésaventures subies par l'expédition de repérage qu'il a dirigée et qui ont finalement abouti à ce que le clandestin lui échappe : sa propre voiture « coule une bielle », la voiture de son adjoint également ; il demande alors une troisième voiture à son centre du GCR d'Hauterive mais son conducteur se trompe de route ; finalement parvenus au lieu présumé d'émission, le matériel de repérage rapproché dont sont équipés ses hommes ne fonctionne plus⁽¹⁰⁾. Bref, ce rapport témoigne surtout de toute l'astuce déployée par les résistants du GCR pour ne jamais réussir à faire arrêter les radios clandestins qu'ils sont censés avoir repérés.

De la même façon, les opérateurs radio du Service radioélectrique de sécurité du territoire (SRST), que dirige Marien Leschi, utilisent secrètement leurs équipements au profit de la Résistance et de ses communications avec Londres. Ils réussissent à camoufler une quantité considérable de matériel de transmissions et installent un centre de communication, à la ferme de la Rapine à Saint-Jean d'Heurs (Puy-de-Dôme), auquel aboutit un réseau inconnu de l'occupant allemand⁽¹¹⁾. Au sein des services de l'armistice, André Mesnier utilise sa position de responsable des Transmissions pour couvrir les activités secrètes des opérateurs radio des services techniques des Transmissions. En avril 1942, Edmond Combaux monte avec la SEMT, une opération particulièrement spectaculaire : l'interception des communications allemandes sur plus de 70 circuits des lignes téléphoniques souterraines à grande distance. Cette action a été appelée la Source K ; K comme Keller, l'ingénieur résistant des PTT qui conduit les opérations (voir p. VII). Par ailleurs, Paul Labat et Gabriel Romon s'engagent dans le réseau Super-NAP

(Noyautage de l'administration publique), au titre des PTT, dès sa création par le mouvement Combat, en juillet 1942.

Le basculement des opérateurs radio résistants du GCR dans la clandestinité et dans la France libre

Après le débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942, qui entraîne l'invasion de la zone Sud par les Allemands et la dissolution de l'armée d'armistice, le matériel du SRST est saisi par l'occupant. Le GCR est maintenu mais son activité est réduite aux seules écoutes radioélectriques civiles.

Prévenu à temps par l'*Intelligence service* britannique, Gustave Bertrand réussit à replier le PC *Cadix* vers Alger avant que la *Wehrmacht* n'investisse les lieux, effaçant ainsi toute trace de décryptage d'Enigma en France occupée. Les Allemands vont continuer à croire que leur système de chiffrement est inviolable.

En avril 1943, Edmond Combaux rejoint la France libre à Londres après être passé par l'Espagne. Il s'engage au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) où il est nommé chef du *Bloc planning*, chargé d'établir les plans de sabotage de la Résistance intérieure au moment du Débarquement.

Marien Leschi entraîne à sa suite l'ensemble des opérateurs radio du SRST dans l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA) tandis que Gabriel Romon, déjà membre de Super NAP PTT, rejoint le réseau Alliance comme chef technique de la radio sous le pseudo de *Cygne*⁽¹²⁾.

Paul Labat, lui aussi engagé au Super NAP PTT rejoint de son côté le réseau Gallia de la France libre.

Les opérateurs radio du GCR volontaires basculent alors dans la clandestinité, au sein de cinq centrales clandestines d'écoutes radio montées par Gabriel Romon : deux à Paris, deux autres dans la banlieue parisienne, et une cinquième au Vigan dans le Gard. Il s'agit de fournir l'Armée Secrète en renseignements militaires. En septembre 1943, ces centrales clandestines sont regroupées dans un ensemble qui prend le nom de Service des Transmissions nationales (STN)⁽¹³⁾. En octobre 1943, tous les opérateurs radio du STN intègrent le réseau Alliance, au sein duquel ils formeront le « Groupe Romon⁽¹⁴⁾ ».

ICI 107 MEMBRES DU S.R. ALLIANCE
DES FORCES FRANÇAISES COMBATTANTES
ONT ÉTÉ MASSACRÉS DANS LA NUIT DU 1^{ER} SEPT. 1944

| | | | |
|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------|
| ALIMES (DYJAT) DEST | CHEVRE RENE | ICHON HENRI | MOYTRON ANDRE |
| ARNOUX GEORGES | COINDEAV YVONNE | IMBERT JACQUES | MVRIEL GEORGES |
| AYDRAN EMILE | COLLARD ANDRE | JABA EDMOND | PALLEGOIN PIER |
| AUGUSTIN EDITH | CYLOT FREDERIC | JOB MARGUERITE | PERRDT PAUL |
| ATRAN JEAN | DAVOYST GILBERT | JOYON VICTOR | POTTER LEON |
| BABAZ ROBERT | DEJILLE ROGER | KIFFER JEAN | POYPEAV MART |
| BATTY CHRISTIANE | DELMAS FRANCK | KOENIGSWERTHER PHIL. | POYRCHIER AN |
| BERSON ANDRE | DIÉDERICHS CHARLES | LABALEC LOVIC | RAISON JEAN |
| BERTHOMIER PIERRE | DVPRAT JEAN | LABAT PAUL | RAYLO PAUL |
| BLANDIN AVGVSTE | EMONIN GEORGES | LECLERGO FRANCIS | RAYLO ARMEL |
| BOILEAV CHARLES | EMONIN MARCELLINE | LEFEBVRE JEAN | REGENT AVGVSTE |
| BONNET EMILE | FAYOLLE PIERRE | LEPEVRE RAYMONDE | RENOV GABRIELLE |
| BRES RAOYL | FERRAND BERNARD | LEGRIS ALBERT | REZEAV FERNAND |
| EROVILLET MARGUERITE | FONTAINE JEAN | LEGRIS YVETTE | ROQVET ALBERT |
| ERYN AIME | GABRIELLI DOMINIQUE | LEMEDIONI MARCELLE | ROYDVAZ GEORGES |
| GAMARET JOSEPH | GARDES FRANCK | LE MEYR LOVIS | ROYLLET YANN |
| GANNET NESTOR | GILLAIZEAV JUSTINIEN | LE NEVE RAYMONDE | SANT-JOAN MATHIEV |
| GARDINAV SYZANNE | GILLET LEON | LE TYLIER PIERRE | SEYDOVY ROLAND |
| GHANTREL HENRI | GILLET MAYRICE | LOYE RENE | SICRE LOVIS |
| GHANTREL PAUL | GIRARD ETIENNE | LOVIS LOVIS | STOSSKOPF JACQUES |
| GHATELAV MAYRICE | GLPVAREC EMILE | MACHIN JEAN | TILLET CLÉMENCE |
| GHAPEROZ JACQUES | GRAYOT LOVIS | MAISTRE JEANNE | TILLET EUGENE |
| GHAPPEAV JACQUES | GVEZENEC PIERRE | MASIN IDEE LEONCE | TRUFFAVT JEAN |
| GHAYDIERE JEAN | GVEZENEC RENE | MATRINOE PIERRE | VANDAM FREDERIC |
| GHAYEAV LOVIS | GVILET GEDIGES | MAZEAV MARTIAL | MEIJEV LEONCE |

Archives privées François Romon.

En juin 2005, la pose de cette plaque au camp de concentration du Struthof rappelle qu'en ces lieux 107 membres du réseau Alliance ont été massacrés dans la nuit du 1^{er} septembre 1944.

La répression s'abat sur les opérateurs radio résistants, juin 1943-janvier 1945

Au printemps 1943, la Gestapo intensifie sa répression dans toute la zone Sud, où elle peut désormais agir. En juin 1943, un opérateur radio et un employé administratif du GCR sont les deux premiers arrêtés. En juillet 1943, quinze opérateurs radio et officiers du SRST, dont son chef, le commandant Leschi, tombent à leur tour.

Le dimanche 12 décembre 1943, Gabriel Romon est arrêté par la Gestapo à son domicile de Saint-Yorre, commune limitrophe d'Hauterive (Allier). Les 13 et 14 décembre, cinq chefs de service du GCR sont arrêtés au centre d'Hauterive. Le GCR est complètement décapité. Ces arrestations font suite aux dénonciations d'un ancien opérateur radio du GCR d'Hauterive, passé à la Milice de Vichy⁽¹⁵⁾.

D'abord incarcéré à la prison de Moulins, Gabriel Romon est ensuite interné à la prison de Fresnes. Convaincu qu'il appartient au réseau Alliance, le Service de sécurité (SD) allemand le fait alors déporter pour être jugé par le Reichskriegsgerichtsrat, le tribunal de guerre du III^e Reich.

Le 13 mars 1944, la Gestapo arrête René Métrat, chef du centre secondaire du GCR de Bouillargues. Interné au camp de Royallieu à Compiègne, il est déporté le 2 juillet 1944 par le convoi dit du « train de la mort », vers le camp de concentration de Dachau, où il reçoit le matricule 77154.

Paul Labat, bien que déjà engagé dans les réseaux Super NAP PTT et Gallia, prend immédiatement la suite de Gabriel Romon dans le réseau Alliance avant d'être lui-même arrêté, le 28 mars 1944, par la police française, qui le livre aux Allemands.

Le 20 mai 1944, la répression s'abat à son tour sur André Mesnier.

La traque de la Gestapo continue ainsi, jusqu'en août 1944, avec les arrestations de seize opérateurs radios et d'un officier du GCR passés dans la clandestinité du STN.

Le commandant Leschi et quatre de ses adjoints du SRST sont déportés, sans jugement, au camp de Dora.

Le 15 juin 1944, le commandant Romon et cinq de ses opérateurs radio du GCR et du STN sont condamnés à mort par le tribunal de guerre du III^e Reich. Tous les six sont fusillés à Heilbronn, en Allemagne, le 21 août 1944, avec dix-huit autres membres du réseau Alliance.

Le lieutenant-colonel Labat est déporté au camp de Schirmeck. Il fait partie des 107 membres du réseau Alliance massacrés par les SS dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 1944 au Struthof. Six opérateurs radio du GCR et du STN et un opérateur radio du SRST subissent le même sort.

Dans la semaine du 23 au 30 novembre 1944, 60 opérateurs radio et agents de renseignement du réseau Alliance détenus en Allemagne et qui n'ont pas encore été jugés, sont extraits de leurs prisons par les SS et abattus. Parmi eux, cinq opérateurs radios du GCR et du STN⁽¹⁶⁾.

Le commandant Mesnier, déporté sans jugement à Dachau, décède au kommando d'Allach le 20 décembre 1944.

Transféré à Auschwitz puis à Neckaretz, René Métrat y meurt d'épuisement et de mauvais traitements le 19 mars 1945.

Le rôle des opérateurs radio à libération et leur intégration au SR après-guerre

Les opérateurs radio résistants des centrales parisiennes du « Groupe Romon » jouent un rôle important à la Libération. Le 24 août 1944, ils investissent les locaux de Radio-Paris, sur les Champs-Élysées, station qui diffusait la propagande allemande. Ils remettent en marche les équipements de Radio-Paris et les utilisent pour diffuser des messages de la Résistance et y installer un centre d'écoutes des émissions radio des forces allemandes pour le plus grand bénéfice des armées alliées⁽¹⁷⁾.

Mais la Libération se caractérise aussi par l'absence de ceux qui ont été victimes de la répression. Au total, trente-quatre opérateurs radio et officiers des services techniques des Transmissions sont morts dans la Résistance, dont vingt-six pour le seul GCR. Dix membres du GCR et du STN ainsi que neuf membres du SRST, dont

le commandant Leschi, ont été déportés mais sont rentrés.

Grâce au travail des opérateurs radios dans la clandestinité, les services de transmissions sont aptes à reprendre du service dès la Libération. Le 15 mars 1945, le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) met le GCR pour emploi à la disposition de la Direction générale des études et recherches (DGER), le nouveau Service de renseignement français à la Libération. La DGER deviendra le Service de la documentation extérieure et du contre-espionnage, le SDECE, aujourd'hui la Direction générale des Services extérieurs, la DGSE. Fin 1945, le GCR dispose de quatre mille agents, soit dix fois plus que dans la première période de son existence, sous l'Occupation.

La SEMT, quant-à-elle, devenue Section d'études et de fabrication des Transmissions (SEFT), est intégrée au Centre national d'études des télécommunications, le CNET, créé le 4 mai 1944 par le gouvernement de Vichy et dont l'existence est validée par le GPRF de De Gaulle, le 29 janvier 1945⁽¹⁸⁾. Le CNET sera le creuset de la technologie française des télécommunications, futur centre de Recherche et Développement de France-Télécom.

La contribution des opérateurs radio résistants à la victoire finale et l'émergence de leur Mémoire

L'évaluation de la portée réelle dans la conduite de la guerre par les Alliés des renseignements obtenus grâce aux interceptions de la Source K et aux écoutes radio du GCR puis du STN, reste à faire car les documents de l'IS Britannique attestant de la réception de ces informations par les états-majors alliés ne sont toujours pas consultables.



L'écusson du GCR est créé en 1946.

Musée des Transmissions, Espace Fémé.



Archives privées François Romon.



Archives privées François Romon.

Toutes les actions menées par les opérateurs radio et les officiers des services techniques des Transmissions ont été homologuées à la Libération en tant qu'actions des Forces françaises combattantes ayant débuté dès le lendemain de l'armistice de juin 1940.

Le 8^e Régiment des Transmissions, porteur des traditions de l'arme, est le seul régiment de toute l'Armée française dont le drapeau porte dans ses plis l'inscription « Résistance, 1940-1944 », notamment pour les actions de renseignement militaire des forces alliées menées au sein des trois services techniques des Transmissions. Cette résistance est constamment honorée par l'arme des Transmissions depuis plus de 70 ans.

▲ Cette stèle à la mémoire des résistants du SRST a été inaugurée en juillet 1960 à Saint-Jean d'Heurs (Puy-de-Dôme).

▲ Mai 2014, inauguration du centre des Transmissions de Rennes « LCL Romon ».

Pourtant, cette résistance reste inconnue du grand public. Elle est très peu évoquée par les historiens et toujours comme incidente d'autres actions, qui sont, elles, bien documentées : le décryptage d'Enigma et la Source K, en particulier.

Les résistants du GCR n'auraient pas pu mettre en œuvre leurs écoutes secrètes des forces allemandes d'occupation s'ils n'avaient pas obtenu de l'État français de Pétain une couverture au sein de l'administration des PTT.

Mais, après l'invasion de la zone Sud par la Wehrmacht, en novembre 1942, et la dissolution de l'armée d'armistice, ils sont tous entrés dans la clandestinité ou ont rejoint la France libre pour continuer leur combat, et, c'est le même État français qui a institué alors la Milice, dont un des membres, ancien opérateur radio du GCR, a dénoncé Gabriel Romon et ses opérateurs radio résistants à la Gestapo. Cette histoire complexe démontre combien la période fut ambivalente. Elle souligne également l'importance de la chronologie, avec des comportements qui ne prennent pas le même sens s'ils se placent avant ou après novembre 1942.

La résistance des opérateurs radio des Transmissions n'est pas à proprement parlé gaulliste, même si certains d'entre eux finissent par rejoindre des réseaux de renseignements de la France libre. Elle appartient simultanément et successivement à des organisations différentes : secrètement au sein de l'armée d'armistice mais en même temps au sein des PTT, puis, clandestinement, dans des organisations diverses : l'Armée Secrète, l'ORA, le NAP, Alliance. Les opérateurs radio résistants du GCR et des autres services techniques des Transmissions sont ainsi un bon exemple de la catégorie qualifiée par Laurent Douzou de résistants « pluri-appartenant ». ■

(1) Portant le nom de Méric en 1940, Marie-Madeleine a signé ses mémoires sous le nom de Fourcade, nom sous lequel on l'identifie.

(2) Fils de Gabriel Romon, résistant arrêté le 12 décembre 1943 et fusillé à 39 ans par les Allemands le 21 août 1944. François Romon a écrit ce livre, issu de sa thèse en Histoire moderne et contemporaine.

(3) Tout en prenant acte de la signature de l'armistice, ils mobilisent les opérateurs radio volontaires de leurs services pour transmettre aux Alliés de nombreux renseignements stratégiques sur les forces allemandes en France. La dissolution de l'armée d'armistice en novembre 1942 marque pour eux une véritable rupture. D'une résistance latente ces transmetteurs et leurs opérateurs radio passent dans la clandestinité.

(4) Gustave Bertrand, *Enigma, ou la plus grande énigme de la guerre 1939-1945*, Paris, Plon, 1973, p. 79-80.

(5) Archives privées général Jean Augier, Affectation du capitaine Romon à la direction du GUER de l'EMA, 28 juin 1940.

(6) Archives privées de la famille Romon, Note du général

Weygand, ministre de la Défense nationale, annonçant la création du GCR, 9 août 1940.

(7) *JO République Française*, 27 décembre 1940.

(8) Un opérateur radio est une profession civile. Dans l'armée, cette spécialité correspond à des grades de sous-officiers. Le présent article, bien que présentant l'action dans la Résistance des opérateurs radio du GCR et des deux autres services techniques des Transmissions (militaires ou civils travaillant dans des services de l'armée), est surtout centré sur le parcours des officiers d'active qui les dirigent, dans leur fonction officielle de l'armée d'armistice comme dans leurs actions secrètes (avant novembre 1942) puis clandestines (après novembre 1942) dans la Résistance.

(9) *Revue Historique de l'Armée*, « Transmissions, télécommunications », 1967, 23^e année, numéro spécial, p. 118.

(10) Archives privées de la famille Romon, Rapport du commandant Romon sur le repérage par le GCR d'une émission clandestine, 12 février 1943.

(11) Musée des Transmissions, espace Ferrié, 23 G Fonds

Marien Leschi, *Rapport de Marien Leschi de retour de déportation*, 2 juillet 1945, p. 2-4.

(12) Archives privées de la famille Romon, Certificat de Marie-Madeleine Fourcade d'appartenance de Gabriel Romon au réseau Alliance, 15 octobre 1945.

(13) Archives privées de la famille Renault, Rapport à Marie-Madeleine Fourcade, 10 janvier 1946.

(14) Archives privées de la famille Renault, Rapport à Marie-Madeleine Fourcade, 10 janvier 1946; Marie-Madeleine Fourcade, *L'Arche de Noé*, Paris, Plon, 1982 [Fayard, 1968], p. 368-369.

(15) Arrêté à la Libération, il est jugé et condamné à 20 ans de travaux forcés.

(16) Association Amicale Alliance (AAA), *Mémorial d'Alliance*, ouvrage à compte d'auteur, 1947.

(17) Archives privées de la famille Renault, Rapport de Maurice Renault au liquidateur du réseau Alliance, 10 janvier 1946.

(18) SHD 7 P 216 EMGG, Instruction relative à l'organisation et au fonctionnement de la SEMT, 24 octobre 1944.

François Cart (1922-2014), un opérateur radio résistant du GCR qui rejoint le BCRA Par François Romon

Opérateur radio de l'Armée de l'air avant la guerre, François Cart rejoint le Groupement des contrôles radio-électriques (GCR) de Tunis en 1942. Ce poste au service du gouvernement de Vichy lui permet de collecter et de transmettre au MI6 de l'Intelligence Service de nombreux renseignements. En mai 1943, il rejoint l'Armée d'Afrique et en 1944, il se porte volontaire comme radio pour une mission du BCRA d'Alger en France.

Né le 14 août 1922 à Dantzig (Pologne), François Cart s'engage comme volontaire de 2^e classe, le 26 novembre 1939, pour la durée de la guerre. En juin 1940, il est breveté de l'École technique de radios de l'Armée de l'air de Rochefort (Charente-Maritime).

Démobilisé en septembre 1940, François Cart s'inscrit au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) pour préparer un diplôme d'ingénieur en électronique. Refusant la défaite et l'occupation allemande, le 11 novembre 1940, il participe au défilé des étudiants et lycéens parisiens sur les Champs-Élysées, pourtant interdit par l'occupant.

L'entrée au GCR de Tunis, septembre 1942

En mars 1941, François Cart s'engage à nouveau comme aviateur de 2^e classe dans l'armée d'armistice. Il est affecté en Tunisie, au centre de Zaghouan, puis au port de Bizerte⁽¹⁾. En septembre 1942, il devient membre du Service de renseignement (SR) Air clandestin tout en étant employé comme opérateur radio au Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) de Tunis⁽²⁾. Officiellement, le centre secondaire du GCR de Tunis procédait à des écoutes civiles et militaires pour le Haut-commissariat en Tunisie – comme le faisait le GCR d'Hauterive pour le gouvernement de Pétain – mais, secrètement – comme le faisait également le GCR métropolitain – il interceptait les messages allemands échangés entre Tripoli, Rome et Berlin (voir pp. III-IV).

François Cart écoute ainsi les émissions radio de la *Luftwaffe* et des commissions d'armistice depuis des postes clandestins dissimulés dans la casbah de Tunis. Il transmet les renseignements obtenus au MI 6 de l'Intelligence Service à Londres via Malte, grâce à une liaison Tunis-Malte installée avant la guerre et restée inconnue des Allemands. C'est lui qui signale, notamment, le mouvement d'un très important convoi maritime allemand vers la Libye. Une attaque de la *Royal Air Force* détruit ce convoi dont les troupes et le matériel ont fait gravement défaut à Rommel lors de la



SHD GR 16 P 109149 François Cart.

Portrait de François Cart pris en octobre 1943 au 1^{er} bataillon de Choc à Staouéli (Algérie).



Poste émetteur-récepteur AMKII.

C'est sur ce type d'appareil que François Cart écoutait et émettait clandestinement dans la Casbah de Tunis en direction de Londres.

© Musée de l'Ordre de la Libération / photographe J. Redouane

campagne de Libye. Cette action valut au SR Air de Tunis les félicitations personnelles de Churchill.

La mission *Hercule* du BCRA, janvier 1944

Tunis une fois libéré, François Cart quitte le GCR pour s'engager, en mai 1943, à la direction des Services spéciaux de l'Armée d'Afrique revenue dans la guerre. Détaché au 1^{er} bataillon de Choc de Staouéli, il effectue un stage de parachutiste organisé par le SOE britannique, au Club des Pins (banlieue d'Alger).

En janvier 1944, François Cart est volontaire pour la mission *Hercule* du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) d'Alger. Parachuté près de Thonon-les-Bains, il est le radio (pseudo *Alfred*) d'abord du chef de mission, le capitaine Sobra (*Hercule*), puis du capitaine Venner. Venner, arrêté par la *Gestapo* est déporté au camp de Sachsenhausen, il est remplacé par le capitaine Robert Bennes (*Bob*) parachuté d'Alger, dont François Cart devient le radio. Il émet en direction d'Alger, à partir d'une ferme isolée dans le Vercors, qui est investie par la *Gestapo* trois jours après leur départ.

La protection de François Cart pour la mission *Hercule* était assurée par une équipe des Groupes francs de l'Armée Secrète. Mais son garde du corps ayant participé à l'exécution d'un chef de la Milice locale, celui-ci est poursuivi par la Police française qui le rattrape. François Cart se trouvant à ce moment-là en sa compagnie, il est arrêté avec lui, le 14 avril 1944, à Chavenay (Loire). François Cart est incarcéré à la prison centrale Saint Paul à Lyon. Suite à une mutinerie au sein de la prison, il est livré par la police française aux Allemands. Déporté

le 29 juin 1944 à Dachau, matricule 75 834, il est transféré au *kommando* d'Allach pour y travailler pour BMW. Il est libéré, le 30 avril 1945, par la VII^e armée américaine.

Volontaire, pour l'Indochine

À la Libération, François Cart réintègre le GCR, au sein de la Direction générale des études et recherches (DGER), le nouveau Service de renseignement français.

En septembre 1945, il est à nouveau volontaire, cette fois pour l'Indochine. Il est affecté à la section Extrême-Orient de la DGER, en qualité de chef opérateur radio, et participe à plusieurs opérations particulièrement dangereuses, dont *Gaur* et *Alpha*. En mars 1946, il est chef du centre de transmissions du Laos⁽³⁾.

François Cart est démobilisé en janvier 1949. Entre-temps il a obtenu son diplôme d'ingénieur du CNAM et entame une carrière civile, tout en restant très actif dans les cadres de réserve. Il est promu lieutenant de réserve des Transmissions en décembre 1949 et terminera au grade de colonel le 1^{er} avril 1983.

Officier de la Légion d'honneur, François Cart est titulaire de multiples décorations comme la croix de guerre 1939-1945, la croix du combattant volontaire 1939-1945 et la croix du Combattant volontaire en Indochine. ■

(1) AN 72 AJ/NC_Cart/2, Certificat de la Direction des industries navales, port de Bizerte, 4 septembre 1942.

(2) Archives privées François Cart, Contrat provisoire d'embauchage au GCR de Tunis, 1^{er} septembre 1942.

(3) AN 72 AJ/NC_Cart/2, Relevé des services de François Cart du 1^{er} juin 1942 au 1^{er} juin 1947 établi par le service liquidateur « Archives BCRA », 12 janvier 1950.

Le détournement des communications allemandes par la Source K *Par François Romon*

L'interception des communications allemandes sur les lignes téléphoniques souterraines à grande distance par la source K est restée une des opérations les plus célèbres de la Résistance PTT. En fait, elle est le fruit d'une coopération entre les résistants des Transmissions de l'armée d'armistice et ceux des PTT.

À peine l'armistice de juin 1940 signé, l'occupant allemand prend possession du réseau français de Lignes souterraines à grande distance (LSGD) pour ses propres liaisons, en particulier entre le haut-commandement militaire allemand en France et le haut-commandement de la *Wehrmacht* à Berlin. Chaque technicien spécialisé français se trouve alors non seulement contrôlé mais littéralement « marqué » par un technicien allemand qui suit tous ses gestes. Le personnel allemand est en outre lui-même discrètement surveillé par la police militaire allemande.

Une parfaite coordination entre les résistants des Transmissions de l'armée d'armistice et ceux des PTT

La Source K trouve son origine dans la volonté des responsables du Service de renseignement (SR) français devenu clandestin, de suivre de très près le cheminement de la politique allemande pour mieux la combattre.

En septembre 1941, le capitaine des Transmissions Edmond Combaux, par ailleurs membre du SR français clandestin, est muté – à sa demande – de l'état-major de l'armée d'armistice à la Section d'études du matériel des transmissions (SEMT) maintenant camouflée au sein de la Direction de la recherche et du contrôle technique (DRCT) des PTT à Paris (voir pp. III et IV). Il conçoit alors avec l'ingénieur en chef de la DRCT René Sueur une opération de Résistance hors du commun : l'interception des communications du haut-commandement allemand transitant par les LSGD. Sueur et Combaux soumettent leur projet à l'ingénieur Robert Keller, chef de centre de relève des dérangements des LSGD, seul technicien des PTT réunissant alors les compétences et les qualités requises pour une telle opération. Déjà membre du réseau clandestin de résistance *Vengeance*⁽¹⁾, celui-ci accepte immédiatement la mission et se porte garant des techniciens des PTT dont il veut s'entourer pour la mener à bien. Combaux obtient du SR clandestin les fonds nécessaires, notamment pour la mise en fabrication des amplificateurs, conçus spécialement par Sueur pour faire une dérivation sur les câbles souterrains sans que les Allemands ne s'en aperçoivent.

Une opération « spectaculaire » de la Résistance intérieure

Edmond Combaux relate le déroulement de cette interception et de ses suites :

« La première installation d'écoute fut réalisée sur le câble Paris-Metz. [...] En mars [1942], [...] je faisais

louer un pavillon à Noisy-le-Grand [NDLR actuellement Seine-Saint-Denis], sur le trajet du câble. [...]

Le 16 avril, après avoir créé un défaut artificiel sur le câble, Robert Keller attaqua les fouilles sur la route nationale. [...] Le 18 avril, [...] le câble fut ouvert dès la nuit tombée et l'opération commença. [...] Vers 4 heures du matin l'épissure était faite. [...]

Dès le début, [les résultats] furent extraordinaires. 70 grands circuits étaient à notre disposition. Les uns étaient spécialisés pour la Luftwaffe, les autres pour la Kriegsmarine. Des circuits [...] écoulaient les communications des forces terrestres, de la Gestapo [...] et, en général, de tous les services allemands installés sur notre sol. [...]

L'écoute sur le câble Paris-Metz dura cinq mois. [...] Vers le 15 septembre, une menace survint. Mes opérateurs me signalèrent que des bruits circulaient sur leur compte à Noisy. [...] Je pris la décision de replier [...]. Le lendemain, nous évacuons la place.

La sagesse eut voulu sans doute que nous nous arrétions là. [...] Keller [vint alors] me prévenir que les Allemands avaient demandé, [sur le câble Paris-Strasbourg], un travail important de reprise pour permettre d'envoyer les circuits sur le PC de Saint-Germain. L'occasion était belle. [...] Nous décidâmes d'agir [...].

[Le] 16 décembre [1942], ce fut la dérivation. [...] Malgré sa grande difficulté technique, le nombre de circuits à dériver étant deux fois plus grand que celui du câble Paris-Metz, elle fut menée à bonne fin. [...]

L'exploitation commença aussitôt et je partis quelques jours plus tard [...] pour Lyon, afin de mieux assurer nos liaisons avec la France combattante. Je revins à Paris, le 25 décembre au matin. Des nouvelles affreuses m'y attendaient. Keller avait été arrêté deux jours avant⁽²⁾ » avec deux autres de ses opérateurs.

Les deux dérivations effectuées par Keller et son équipe sur les LSGD fournirent un nombre considérable de renseignements sur les projets du haut-commandement allemand. Ils étaient transmis à l'*Intelligence Service* britannique par les liaisons Olga du SR français clandestin ou par transmission radio depuis le PC Cadix clandestin de Gustave Bertrand, ou encore par les postes diplomatiques français de Berne et de Lisbonne⁽³⁾.

La Source K est une opération très représentative de l'ampleur des risques pris par les résistants. Avec Robert Keller, six autres membres de l'opération furent arrêtés et déportés : Pierre Guillou, Laurent Matheron, et Gérard Grimpel sont morts, comme lui, en déportation. Seuls Georges Lobreau, Lionel Levavasseur et Prosper Riss revinrent des camps en 1945. ■

Le timbre Robert Keller fait partie de la première série de cinq vignettes postales des « Héros de la Résistance » émise en 1957. Imprimé en taille douce, il est dessiné par Pierre-Paul Lemagny et gravé par Pierre Munier.

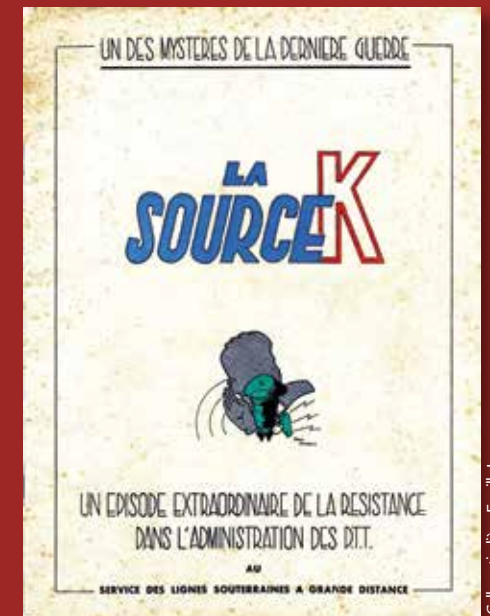
Cette première série des « Héros de la Résistance » comprend cinq hommes (dont trois compagnons de la Libération) appartenant à ce que Georges Altman appelait « la haute société résistante ». Sont ainsi distinguées des personnalités qui avaient joué un rôle de premier plan dans la Résistance pionnière comme Jean Moulin, Honoré d'Estienne d'Orves, Pierre Brossolette, Jean-Baptiste Lebas et Robert Keller.



Coll. privée / © La Poste, 2018.

Au lendemain de la guerre, l'opuscule

La source K diffuse, au sein de l'administration des PTT, la mémoire de cet « épisode extraordinaire de la Résistance dans l'administration des PTT au service des lignes souterraines à grande distance ».



Coll. particulière. Famille Lemagny.

(1) Raymond Ruffin, *Résistance PTT*, Paris, Presses de la Cité, 1983, p. 51.

(2) « Ce que fut la Source K », discours d'Edmond Combaux lors de l'inauguration du Centre téléphonique Robert Keller, 12 décembre 1948, in opuscule *La source K. Un des mystères de la dernière guerre. Un épisode extraordinaire de la Résistance dans l'administration des PTT au service des lignes souterraines à grande distance*, Paris, Les impressions techniques, [s.d.], 19 p.

(3) Raymond Ruffin, *ibid.*, p. 57

La répression des radios clandestines en France

Par Frantz Malassis

Les radios sont une cible privilégiée pour les Allemands qui espèrent percer leurs secrets et émettre à leur place pour tromper les Alliés.

De nombreux radios clandestins sont formés en Angleterre pour le compte du BCRA, du SOE et de l'OSS dans des écoles spéciales ou *Special Training School* (STS), souvent installées dans de vastes cottages loin des regards indiscrets⁽¹⁾. Agents hautement spécialisés, l'instruction d'un radio dure entre 3 et 4 mois. En dehors de la formation à la transmission en morse et aux procédures spécifiques des radios clandestins, les futurs radios sont initiés aux règles de sécurité notamment lors de leurs déplacements et lors de leurs prises de contacts avec leur centrale, deux moments où ils sont les plus vulnérables. Théoriquement lors de leurs fréquents déplacements, les radios ne doivent transporter ni poste, ni message, ni arme afin de limiter les risques d'arrestations lors de fouilles. Ils sont ensuite infiltrés en France en étant soit parachutés, soit déposés par Lysander ou bien débarqués sur une côte maritime.

Parallèlement, d'autres radios sont formés et homologués en France occupée après avoir été recrutés parmi des opérateurs civils ou militaires de l'armée d'armistice comme ceux du « groupe Romon » (voir p. III). Ainsi, sur les 265 radios connus à ce jour, 91 ont été formés de la sorte⁽²⁾. Leur instruction se limite alors aux techniques et aux règles de sécurité spécifiques des radios clandestins. Cette formation est souvent dispensée par un radio infiltré en France. Cependant 53 d'entre eux ont été recrutés et instruits par le BCRA dans une « école » installée dans des fermes près de Chabaran (Isère).

Une traque impitoyable

Parce qu'ils sont les seuls éléments détectables d'un réseau au moment de leurs prises de contact avec les Alliés, les radios clandestins font l'objet d'une traque impitoyable. À chaque contact avec sa centrale située à Londres ou à Alger (à partir de la fin 1942), le radio clandestin s'expose aux recherches des Allemands qui tentent de le localiser grâce à un procédé de recherche d'ondes : la radiogoniométrie. Le radio a bien conscience de ce risque et doit, malgré tout, être en mesure de garder son calme pour enchaîner rapidement la transmission en morse des messages codés sans commettre la moindre erreur.

Des mesures sont prises pour assurer la sécurité des radios : limitation de la durée d'émission, protection par des guetteurs du lieu d'émission qui doit changer le plus souvent possible. Dans l'urgence, ces mesures n'étaient pas toujours appliquées. La répression allemande est redoutable, durant la période 1941-1942. Les pertes des radios du BCRA sont terrifiantes : 8 morts sur 11 en 1941, 12 sur 15 en 1942, soit un taux de perte autour des 75 %⁽³⁾.

© Musée de l'Ordre de Libération.



▲ Repéré lors d'une émission, **René Bouvret** tombe les armes à la main le 4 janvier 1944 dans la région d'Hauteville (Ain). Il est fait Compagnon de la Libération à titre posthume.

Le plan Électre

Fin 1942, afin de contrôler l'utilisation du matériel et sécuriser les transmissions, Jean Moulin, met en place le service *Wireless Transmission* pour les réseaux action et les missions. En juillet 1943, une vague d'arrestations s'abat sur ce service désorganisant les transmissions avec Londres. C'est alors qu'est mis en place le plan Électre. Jean Fleury, chef du réseau Électre, après avoir réussi à convaincre le BCRA de la fiabilité de son organisation, réorganise les liaisons radios. Il impose la séparation de l'émission et de la réception lors des prises de contacts des radios avec la centrale, ce qui réduit leur exposition aux recherches radiogoniométriques. Le plan Électre prévoit des règles de sécurité strictes : ne pas émettre plus de 10 minutes sur la même fréquence, varier de fréquence pendant une émission (en changeant de quartz fixant la longueur d'onde prévue) qui ne doit pas excéder 20 à 30 minutes. Tout ce nouveau dispositif permet d'égarer les recherches ennemies et garantit la sécurité des radios. Entre juillet 1943, date de la mise du plan Électre, et juillet 1944, le taux de perte des radios tombe en dessous de 25 % alors que le trafic ne cesse d'augmenter.

Le stoïcisme des radios clandestins

Dans cette lutte sans merci, alors qu'ils sont cernés par l'ennemi, après avoir détruit leur matériel et leurs codes, certains radios se suicident. D'autres, comme René Bouvret, affecté en janvier 1943 comme chef opérateur radio au pool de transmission placé sous l'autorité de Jean Moulin, tombent les armes à la main.

Ceux qui sont capturés savent que leur destin est scellé et qu'après avoir été soumis à la torture, ils se retrouveront devant un peloton d'exécution ou dans un camp de concentration. Maurice de Cheveigné⁽⁴⁾, radio de Jean Moulin raconte que lors de sa formation en Angleterre est abordée l'éventualité d'une arrestation : « Et si on est pris ? Ça sera alors une expérience désagréable. Une pastille de cyanure, à avaler pour permettre d'y



▲ Ce graffiti a été laissé sur un mur d'une cellule de la Gestapo avenue Foch à Paris par quatre radios du Corps féminin des Transmissions, les «Merlinettes», parachutées par le BCRA d'Alger en France occupée en avril 1944. Rapidement arrêtées, Suzanne Boitte-Mertzisen (Suzy), Marie-Louise Cloarec, Jenny Djendi et Pierrette Louin sont internées à la prison de Fresnes pour être interrogées au siège de la Gestapo à Paris. Là, elles tracent dans leur cellule un «tableau des filles d'Alger» où figurent leurs quatre prénoms ou surnoms et leurs dates et heures d'arrestation. De part et d'autre du tableau, elles dessinent un parachute et un poste radio, deux symboles de leur combat clandestin. En dessous, figurent les étapes de leur engagement «Paris, Berlin via Alger Londres». Déportées le 11 août 1944 de la gare de Pantin, elles sont exécutées à Ravensbrück le 18 janvier 1945.

échapper, fait partie de la panoplie. Mais il n'y a aucune obligation de s'en servir. C'est à vous de choisir. Nul ne peut dire à l'avance ce qu'il fera sous la torture⁽⁵⁾. »

Le 23 janvier 1944 dans sa lettre-testament qu'elle laisse avant de partir en mission Pierrette Louin, une «merlinette»⁽⁶⁾, radio du BCRA d'Alger, explique à sa famille les raisons de son engagement. On y lit le stoïcisme des radios clandestins qui se savent traqués dès leur arrivée en France. « Cette mission dont je ne reviendrai peut-être pas, je ne l'ai pas subie comme un ordre. Je ne l'ai pas non plus acceptée à l'aveuglette. [...] Ma mission sera d'émettre sur Londres et Alger tous renseignements que les agents et moi-même recueillerons. Je n'ignore aucun des dangers que je cours. Je sais que j'ai peu de chances de m'en tirer. Le moins que je risque c'est la forteresse quelque part en Allemagne. Mais est-ce que cela compte puisque j'aurai lutté ?⁽⁷⁾ » Parachutée dans la nuit du 5 au 6 avril 1944 dans la région de Limoges, Pierrette Louin est arrêtée par la Gestapo le 27 avril 1944. Déportée, elle est exécutée au camp de Ravensbrück le 18 janvier 1945. ■

(1) Beaucoup de radios du BCRA sont formés à la STS 52 à Thame Park dans l'Oxfordshire comme Daniel Cordier ou Maurice de Cheveigné.

(2) Cf. Jean-Louis Perquin, *Les opérateurs radio clandestins. SOE, BCRA, OSS*, Histoire et Collections, 2011, p. 34.

(3) Chiffres cités par Jean-Louis Perquin *op. cit.*, p. 6.

(4) Parachuté une première fois le 30 mai 1942, il est exfiltré de France par Lysander le 15 juin 1943. Parachuté pour la deuxième mission le 15 septembre 1943, il est arrêté le 4 avril 1944 et déporté.

(5) Maurice de Cheveigné, *Radio libre. 1940-1945*, Paris, édition du Félin, 2014, p.60-61.

(6) Ce surnom vient du général Merlin, commandant des Transmissions de l'Armée d'Afrique, qui pour compléter ses effectifs de transmetteurs fait appel à des volontaires féminines.

(7) Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale, *Livre d'or du mémorial de Ramatuelle 1939-1945*, Paris, 2005, p. 384.

Service historique de la Défense

L'activité des Amis de la Fondation de la Résistance en province et à Paris

Tout au long des mois d'avril et mai, en province, aux côtés des autorités préfectorales, de l'Éducation nationale et des comités de liaison du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), les délégués ont participé aux remises des prix aux lauréats du CNRD 2017-2018 qui avaient travaillé sur le thème : « S'engager pour libérer la France ».

Des actions autour du CNRD en province

Patricia Arzel-Mazet, déléguée du Morbihan, a remis un prix à Jeanne Fages, lauréate individuelle du collège Gilles Gahinet-Arradon (photo 1). Au lycée naval de Brest, **François Fouré**, délégué du Finistère, a décerné le prix de l'association à Sarah Cudennec, élève de première au lycée Jean-Marie Le Bris de Douarnenez, qui a obtenu une mention spéciale pour son devoir individuel. **Valéry Chavaroche**, délégué des Bouches-du-Rhône, était, quant à lui, présent à la cérémonie de remise des prix du concours au côté du directeur du lycée militaire d'Aix-en-Provence le colonel Jean-Marc Chatillon.

Dans le cadre de la préparation de ce concours, **Vincent Audren**, délégué d'Indre-et-Loire, a conduit des élèves de troisième du collège de Savigné-Lathan à la découverte de plusieurs lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Touraine. Cette initiative a permis notamment de faire découvrir aux élèves la maison du souvenir de Maillé, lieu d'un massacre de l'armée allemande le 25 août 1944, et le lieu-dit la Morellerie où s'élevait un camp d'internement de Tziganes et d'opposants au gouvernement de Vichy.

Au cinéma Vox à Chasseneuil sur Bonniere (Charentes), **Michèle Soult** a organisé un « Printemps des poètes de la Résistance » sur le thème du concours « S'engager pour libérer la France ». Devant une très large assistance, ce récital débuta par *Le Chant des Partisans*, puis résonnèrent les poèmes de Louis Aragon, de Robert Desnos, de Jean Bruller, de Madeleine Riffaud... lus par les élèves du collège Louis Pasteur et du lycée professionnel Pierre-André Chabanne.

À Montauban, comme chaque 18 juin, **Robert Badinier**, délégué en Midi-Pyrénées, était présent à la cérémonie officielle organisée à l'occasion de la commémoration de l'appel du général de Gaulle. Devant la stèle de la France libre, il a lu le très beau texte de **Frédérique Hebrard**, fille d'André Chamson de l'Académie française, paru dans le n° 189 d'*Esprit*, la revue de la Fondation Charles de Gaulle.

Le 6 juillet, **François-René Cristiani-Fassin**, délégué dans la Vaucluse, représentait l'association à l'inauguration du musée Jean Moulin à Saint-Andiol (Bouches-du-Rhône). Situé dans l'ancienne



© MER

école communale où Jean Moulin fut élève, ce musée, par les archives et objets présentés ainsi que par les films et vidéos pédagogiques, donne aux visiteurs les clés leur permettant de comprendre le parcours d'une vie liée à l'histoire de la Résistance.

Les rendez-vous à Paris

À Paris, plusieurs rendez-vous ont ponctué le premier semestre 2018.

Fin mars, à la mairie du III^e arrondissement, nous avons fait rimer ensemble, printemps, poésie et Résistance (photo 2). Devant un large public, des élèves des collèges Béranger (III^e arrondissement), Alviset (V^e arrondissement) et du lycée Voltaire (XI^e arrondissement) ont récité les poèmes de Primo Levi, Paul Éluard, Gisèle Guillemot, Jean-Pierre Renouard, Jean-Pierre Rosnay..., en présence, comme à chaque année, de celle qui fut la muse de Jean-Pierre Rosnay, son épouse Marcelle.

Début avril, à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris, le thème de notre colloque annuel a porté sur la répression et l'enfermement. Deux historiens sont intervenus : **Antoine Grande**, directeur des hauts-lieux de la mémoire d'Île-de-France et **Philippe Rivé**, directeur du mémorial de la prison de Montluc. À l'appui de leurs interventions a été projeté le film *Montluc 1943-1944 : 24 paroles d'internés par la Gestapo* présenté par son réalisateur **Guillaume Descave**. Ce documentaire d'une heure et quart permet, selon le vœu de son réalisateur, « d'essayer de comprendre ce qu'ont vécu les prisonniers au sein de cette prison de Montluc entre 1943 et 1944 afin que leur histoire ne disparaisse pas mais qu'elle soit transmise à la jeune génération ». À l'initiative de **Robert Baconnet**, délégué en Rhône-Alpes, des DVD de ce film ont été offerts à l'assistance.

Au mois de mai, dans les jardins du Luxembourg aux pieds de la statue de Georges Watkin, s'est tenu, sous le patronage, de **Gérard Larchet**, président du Sénat et de **Gilles Pécout**, recteur de l'académie de Paris et chancelier des Universités, le traditionnel hommage à la mémoire des étudiants et lycéens résistants tués par les nazis. Cette année, ce sont des élèves de l'Institut national des jeunes aveugles (INJA), du lycée Pasteur de Neuilly



© MER



Sénat

et des collègues Pierre Alviset (V^e arrondissement) et Voltaire (XI^e arrondissement), qui, avec leur lecture et leurs chants, ont accompagné cet hommage. **Anne-Clélia Salomon-Monge**, nièce de François-Bayet⁽¹⁾, jeune résistant parisien devenu maquisard en Sologne mort en déportation à 19 ans, a lu avec beaucoup d'émotion deux poèmes de Robert Desnos : *Couplets de la rue Saint-Martin* et la *Complainte de Robert de Diable*. S'adressant à la jeunesse nombreuse à cet hommage, **le président Gérard Larchet (photo 3)** a prononcé ces mots : « Vous, étudiantes et étudiants, lycéennes et lycéens, ne vous soumettez jamais à l'obscurantisme et à l'esprit de résignation sous quelque forme ! Restez toujours des femmes et des hommes libres, ne cédez jamais à la haine mais ne transigez jamais sur les valeurs de la République. Seul le combat vous permettra de rester dignes ! Pour que vive la République ! Que vive la France ! » ●

Jean Novosseloff

(1) Cf. article de Frantz Malassis in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 93 p. 8

Retrouvez les résumés et les photographies de toutes ces manifestations sur notre site :

www.memoresist.org

Adhésion :

Si vous voulez soutenir les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance :

Cotisation 30 €

(incluant l'abonnement à *Résistance et Avenir*).

Association des Amis de la Fondation de la Résistance « Mémoire et Espoirs de la Résistance »

Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18, place Duplex, 75015 Paris

Courriel : memoresist@m-e-r.org

site internet : www.memoresist.org

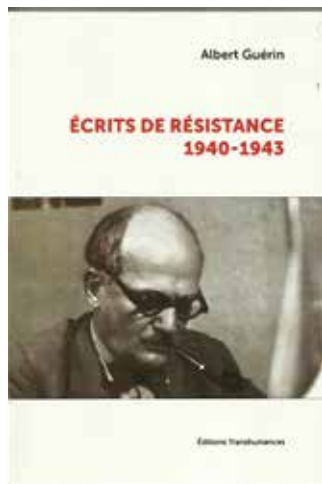
Tél. : 01 45 66 92 32



Nos prochaines rencontres et dédicaces se tiendront le **samedi 1^{er} décembre 2018 à partir de 14 heures** à la Fondation de la Résistance - 30, boulevard des Invalides - 75007 Paris

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes-rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».



Écrits de Résistance 1940-1943.

Albert Guérin.
Val-des-Prés, Éditions Transhumances, 2018,
177 p., 14 €.

La presse des Comités de la France libre à l'étranger n'a été que rarement étudiée (Mexique, Québec) et jamais rééditée, sauf par bribes. Cette lacune commence à être comblée de la meilleure des manières.

Albert Guérin, créateur en Argentine du premier de ces Comités, peut en effet être qualifié d'« inventeur » de la propagande française libre ; c'est à ce titre qu'il est fait Compagnon de la Libération dès octobre 1941. On trouvera ici une anthologie des éditoriaux et articles qu'il a rédigés depuis juillet

1940 jusqu'à janvier 1943 dans ses différentes publications (revue *Pour la France libre*, *Bulletin Radio-Press*, *Bulletin d'information de la France libre*), ainsi que les lettres d'encouragement reçues du général de Gaulle. Car, pour celui-ci, Guérin a comme mérite principal de se réclamer à la fois de la tradition républicaine et du christianisme et de fustiger non seulement Vichy mais Pétain lui-même (ce que n'autorisent pas les Anglais à la BBC). De plus, cet industriel se révèle doté d'une « plume » extraordinaire, à la fois lyrique et acérée, saluée non seulement par d'autres présidents de Comité – auxquels la France libre adresse ses bulletins comme modèle – mais aussi par Georges Bernanos, alors au Brésil. Cette édition critique impeccable du professeur Jean-Gérard Lapacherie, précédée d'une précieuse étude biographique, fait redécouvrir une de ces fortes personnalités que le contexte dramatique de 1940 a révélées et mises d'un coup au premier plan. ●

Bruno Leroux

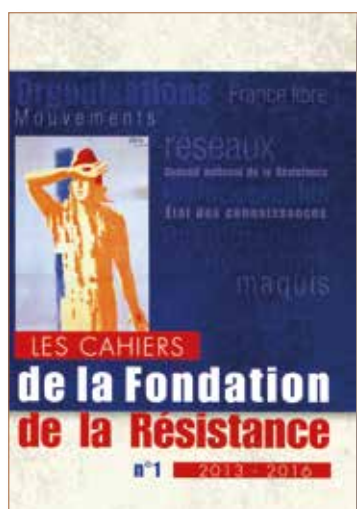
Les Cahiers de la Fondation de la Résistance n°1 (2013-2016).

Fondation de la Résistance, 110 pages,
10 € ou 15 € franco de port

Depuis 2013, *La Lettre de la Fondation de la Résistance* consacre la moitié de sa pagination à un dossier thématique qui fait le point sur un aspect de la Résistance française en s'appuyant sur les recherches les plus récentes.

Ces synthèses très appréciées de nos lecteurs ont fait l'objet d'une réédition sous la forme d'un premier numéro de 110 pages des *Cahiers de la Fondation de la Résistance* n°1 2013-2016. Découpé en quatre chapitres, ce premier *opus* présente successivement : les organisations de Résistance, des études régionales, des aspects de la Libération et des représentations de la Résistance.

Vous pouvez vous procurer ce premier *opus* des *Cahiers de la Fondation de la Résistance* soit en le retirant directement dans nos locaux au siège de la Fondation de la Résistance où il est en vente au prix de 10 €, soit en le commandant en précisant sur papier libre vos nom, prénom et adresse postale complète et en le retournant à Fondation de la Résistance (30, boulevard des Invalides - 75007 PARIS) accompagné de votre règlement de 15 € (frais de port compris) par chèque bancaire à l'ordre de la Fondation de la Résistance. ●



Frantz Malassis



Communiqué de l'Association des rescapés de Montluc

Prison militaire lyonnaise construite en 1921, Montluc renferme, du début 1943 jusqu'au 24 août 1944, environ 10 000 « indésirables », arrêtés par la *Gestapo* ou ses auxiliaires français parce que juifs, raflés ou résistants, parfois cumulativement. Sous contrôle de la *Gestapo* et sous administration exclusive de la *Wehrmacht*, ces internés sont inhumainement entassés un temps plus ou moins long, dans l'attente d'une décision sur leur sort : parfois l'assassinat, le plus souvent la déportation, rarement la remise en liberté.

Créée en octobre 1944, par des rescapés libérés le 24 août précédent, en vue d'apporter un secours moral et matériel aux familles des disparus et des déportés encore dans les camps, l'Association des rescapés de Montluc (ARM), forte de ses 300 adhérents, fêtera avec éclat en 2019 ses trois quarts de siècle d'existence et d'action inlassable.

À l'initiative en août 2000 de la demande de classement du site de Montluc au titre des Monuments historiques, au terme de dix années de combat l'ARM a obtenu l'avènement d'un mémorial national. Face à l'absence d'archives, depuis 2009 sa vocation première est de constituer et d'enrichir en permanence son fonds de dossiers individuels de tous les internés avec, si possible, au moins un portrait d'époque. En mars dernier, pour une consultation de son fonds par le plus grand nombre, l'Association a fait dépôt de ses 6 000 dossiers et 1 500 portraits aux Archives départementales du Rhône.

Elle fait appel aux internés, aux familles et à toute personne ayant des connaissances sur tout interné, pour enrichir son fonds, dont la seule ambition est celle que nul ne soit oublié. ●

Association des rescapés de Montluc
11, rue Laurent-Vibert - 69006 Lyon
Tél : 04 78 93 68 61

Courriel : contact@rescapesdemontluc.fr

Activités du département AERI

L'opération CD-ROMs sur la Résistance dans les départements et les régions (1997-2018)

Avec la sortie du DVD-ROM *La Résistance dans la Somme* s'achève la campagne de réalisation de CD-ROMs sur la Résistance dans les départements et les régions lancée en 1997 par Serge Ravel. Le travail de toutes les équipes locales ainsi mobilisées permet maintenant de nourrir le Musée de la Résistance en ligne qui est désormais le prolongement naturel de cette vaste campagne.

En 1997, après avoir co-édité le CD-ROM *La Résistance en France, une épopée de la liberté* réalisé sous la direction de Laurent Douzou, l'Association pour des études sur la Résistance intérieure (créée en 1993), lance un nouveau projet: l'opération CD-ROMs sur la Résistance dans les régions et départements. La campagne est reprise par la Fondation de la Résistance en janvier 2012 lorsque l'AERI, dissoute le mois précédent, devient l'un de ses trois départements.

Serge Ravel, compagnon de la Libération, l'un des fondateurs de l'AERI aux côtés notamment d'Hélène Viannay ou des époux Aubrac, est à l'initiative de cette formidable aventure à laquelle personne ne croyait au départ. C'est grâce à sa persévérance que l'opération a pu démarrer et se développer sur une grande partie du territoire. Armé de sa seule volonté, Serge Ravel a parcouru la France, accompagné de Monique Montès, afin de présenter le projet, trouver des financements et constituer des équipes.

L'enjeu de ce projet était de montrer à la fois l'extraordinaire diversité locale de la Résistance et de ses acteurs, et le processus concret d'unification des organisations résistantes sur le terrain, tout en mobilisant historiens et résistants pour les inciter à travailler ensemble.

Les 11 et 12 novembre 2000, l'AERI organise à Paris les Journées nationales d'étude. Pour la première fois depuis le début de l'opération, toutes les équipes et les partenaires (ONAC, services d'archives, musées...) se retrouvent pendant deux jours pour discuter du projet, échanger des informations, etc. Ces rencontres très fructueuses, ont donné à l'opération un nouveau dynamisme. Cette manifestation sera renouvelée le 26 mars 2005.

Pour faciliter le travail de chacun, l'AERI a conçu en 2003 un logiciel d'application en ligne sur son site intranet, permettant aux équipes de créer eux-mêmes leur CD-ROM. Cet outil, très simple d'utilisation, garantissait une certaine homogénéité de forme entre les projets. Il reste aujourd'hui une base de travail essentielle sur la Résistance locale uniquement accessible par les équipes.

Les deux premiers titres de la collection voient le jour en 2003 dans la collection « Histoire en Mémoire 1939-1945 » : *La Résistance dans l'Oise* réalisé par Jean-Pierre Besse et *La Résistance en Corse* par Hélène Chaubin. Ces deux CD-ROMs font l'objet d'une présentation officielle à Paris le 26 juin 2003.

Avec la parution, en juin 2018, du DVD-ROM *La Résistance dans la Somme*, son dernier opus, la collection comprend à ce jour :

• **9 DVD-ROMs** (Marne, Savoie, Drôme-Vercors [épuisé], Doubs, Île-de-France, Ain-Haut-Jura, Résistance polonaise en France, Résistance des Alsaciens, Somme);

• **20 CD-ROMs** (Ardèche, Aube, Calvados, Charente, Charente-Maritime, Cher, Corse, Gard, Haute-Garonne, Haute-Marne, Haute-Savoie, Indre-et-Loire, Landes, Loire, Lot-et-Garonne, Lozère, Manche, Oise, Orne, Yonne).

L'ensemble couvre un total de **36 départements**.

Près de **700 personnes** ont contribué à cette opération depuis son lancement.

Dans plusieurs départements, y ont participé des historiens naguère correspondants du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale ou de l'Institut d'histoire du temps présent: Jean-Pierre Besse (Oise), Marc Bergère (Maine-et-Loire), Hélène Chaubin (Corse et Hérault), Michel Goubet (Haute-Garonne), Gérard Bourdin (Orne), Eugène Martres (Cantal), Pierre Péré (Gers), Françoise Rosznsweig (Oise), Claude Cherrier (Seine-et-Marne), Joël Droglad (Yonne), Jean-Pierre Husson (Marne)...

Les répercussions à la suite de la parution d'un CD-ROM sont très positives et mobilisent encore les équipes pendant plusieurs mois, voire plusieurs années. Le travail effectué et le support multimédia deviennent parfois une référence dans le département et les associations porteuses du projet, tout autant que l'AERI, renforcent ainsi leur autorité historique. Les fonds d'archives publiques s'enrichissent également à cette occasion grâce aux apports des familles et



Juin 2005, Serge Ravel (à gauche) en compagnie de Jean-Marie Delabre et Jacqueline Pardon, deux autres membres actifs de l'AERI.

acteurs de la Résistance. Les activités locales découlant directement de la sortie du CD-ROM ne sont pas rares et les travaux des associations continuent souvent (expositions, colloques, publications...).

Cette campagne a également permis de sauvegarder sur des supports numériques des enregistrements audio anciens. L'équipe du Lot-et-Garonne, par exemple, a ainsi fait transférer sur CD audio les interviews réalisées par Roland Treppe avec des résistants du Lot-et-Garonne au début des années 1980 et permettant ainsi leur sauvegarde.

Consciente de l'intérêt de s'ouvrir vers les technologies les plus récentes, l'AERI a lancé en 2011 le Musée de la Résistance en ligne (<http://www.museedelaresistanceenligne.org>) afin de poursuivre et pérenniser sur un nouveau support multimédia le travail engagé avec ces CD-ROMs. Fort de ses 16 000 visiteurs mensuels, le Musée de la Résistance en ligne est devenu un site reconnu aussi bien par les partenaires institutionnels que par le grand public. Certaines équipes ayant par le passé réalisé un CD-ROM s'investissent aujourd'hui dans la réalisation d'expositions virtuelles (Drôme, Ardèche, Yonne) ou dans le recensement des lieux de mémoire locaux (Alsace, Lot-et-Garonne, Gard...) pour enrichir la carte interactive des lieux de mémoire. Les CD-ROMs sont, quant à eux, toujours disponibles, sur notre boutique en ligne (librairie.aeri-resistance.com). ●

Fabrice Bourrée



DVD-ROM La Résistance dans la Somme

Édité par le département AERI de la Fondation de la Résistance, le DVD-ROM *La Résistance dans la Somme* s'inscrit dans la collection « Histoire en mémoire 1939-1945 ».

Les auteurs, Philippe Pauchet, Daniel Pillon et Catherine Roussel, professeurs d'histoire-géographie, ont consulté de nombreux documents d'archives. Ils se sont appuyés sur les enquêtes réalisées par le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, les dossiers de demandes de carte de Combattant Volontaire de la Résistance et les dossiers conservés au Service historique de la Défense. L'histoire orale y trouve sa place avec les témoignages de résistants.

Ce DVD-ROM présente les parcours individuels de résistants ayant agi dans la Somme et celles des Samariens qui ont rejoint la France libre mettant en avant leur grande diversité socio-professionnelle.

Si ce DVD-ROM dresse un tableau des organisations clandestines de la Résistance ainsi que leurs modes d'action dans le département, il évoque également le contexte historique local de la Seconde Guerre mondiale (événements marquants, Occupation et répression).

Ce travail historique accompagné d'un livret pédagogique, destiné à tous les publics, constitue une référence très documentée. Cependant, il ne peut être exhaustif et ne demande qu'à être complété.

Le DVD-ROM est constitué de trois bases de données (« personnes », « lieux » et « chronologie »), de plus de 3 000 fiches biographiques et thématiques, de plus de 1 100 médias (photographies, documents d'archives, tracts, cartes, journaux d'époque, courtes vidéos) et d'une chronologie recensant plus de 1 800 événements.

On peut acquérir ce DVD-ROM sur la boutique en ligne: librairie.aeri-resistance.com ●

Équipe AERI 80

Activités du département documentation et publications

La Fondation participe à la Journée nationale de la Résistance 2018 à Paris et en province

Le 27 mai 2004, la Fondation de la Résistance avait pris l'initiative de célébrer la réunion constitutive du Conseil national de la Résistance voulue et présidée par Jean Moulin. Par une loi du 19 juillet 2013, cette date a été choisie par la République comme Journée nationale de la Résistance. De nombreuses initiatives ont eu lieu à cette occasion à Paris et en province.

À Périgueux, l'association Centre départemental de la mémoire Résistance et Déportation présidée par Jean-Paul Bedoin, organise tous les ans différentes manifestations pour commémorer localement le souvenir de la première réunion du Conseil national de la Résistance. Cette année, l'association s'est associée avec le Conseil scientifique sur la Seconde Guerre mondiale en Dordogne présidé par le professeur Bernard Lachaise pour organiser à Périgueux le 25 mai une conférence prononcée par Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation de la Résistance. Fabrice Grenard a rappelé aux 70 auditeurs présents les conditions dans lesquels est né le CNR, le contenu de son programme du 15 mars 1944, son application à la Libération. Un débat s'en est suivi sur la question de son héritage actuel.

À Paris, le 27 mai 2018, la Fondation de la Résistance a commémoré l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil national de la Résistance. Pour la première fois, la Fondation a rejoint le Comité parisien de Libération qui coordonne les initiatives prises dans la capitale dans le cadre de la Journée nationale de la Résistance.

En début d'après-midi, une délégation de la Fondation de la Résistance a déposé une gerbe au 48, rue du Four (Paris VI^e) au pied de l'immeuble où s'est tenue cette réunion fondatrice. Elle s'est ensuite rendue au monument Jean Moulin situé en bas des Champs-Élysées. Depuis quatorze ans, la Fondation y organise une cérémonie à laquelle l'ANACR et le Comité parisien de la Libération sont désormais associés, avant de présider au ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe. En cette année du 75^e anniversaire du CNR, ces deux cérémonies instaurées par la Fondation de la Résistance ont été hono-

rées de la présence de Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées et d'une délégation de la commune de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

Après la cérémonie au monument Jean Moulin, le docteur Pierre Morel et le préfet Victor Convert, respectivement vice-président et directeur général de la Fondation de la Résistance se sont rendus sous l'Arc de Triomphe où ils ont été rejoints par Geneviève Darrieussecq pour participer à la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du Soldat inconnu. Ils ont été rejoints par l'Association nationale pour la mémoire des résistants et patriotes emprisonnés à Eysses - Unité combattante déportée à Dachau (Bataillon FFI) et par le Comité parisien de Libération.

Comme à son habitude, la Fondation de la Résistance a invité une ville à ces cérémonies. Cette année, c'est Villeneuve-sur-Lot qui fut choisie. Cette ville où se trouve la prison centrale d'Eysses (voir encadré) était représentée par son maire Patrick Cassany. Il était accompagné d'Olivier Damaisin, député de la III^e circonscription du Lot-et-Garonne (Villeneuve-Fumel) et d'une délégation composée de membres du Conseil municipal des jeunes et du conseil municipal des enfants. Tous ensemble, ils ont pu partager ce moment de recueillement et de réflexion sur le sens de l'engagement citoyen avec les membres du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance. Les jeunes villeneuvois ont pu participer au ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe en déposant des fleurs sur la tombe du Soldat inconnu et en chantant *La Marseillaise* et *Le Chant des partisans*, qui comme tous les autres morceaux du programme musical, ont été interprétés par la musique de l'Infanterie de Lille et la Chorale



Photo M. Laitissier.

Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées entourée du préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance, d'élus et de représentants de la commune de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) ainsi que de membres de l'association nationale pour la mémoire des résistants emprisonnés à Eysses.

des enfants des écoles élémentaires Baudricourt et Porte d'Ivry à Paris (XIII^e).

Avant la cérémonie, grâce à une visite guidée animée par Frantz Malassis de la Fondation de la Résistance, cette délégation villeneuvoise a pu découvrir le site et l'histoire de l'Hôtel national des Invalides et visiter le musée de l'Ordre de la Libération.

Ces initiatives, qui s'inscrivent dans le cadre de la Journée nationale de la Résistance instaurée par la loi du 19 juillet 2013, sont aussi l'occasion pour la Fondation de la Résistance de présenter symboliquement plusieurs drapeaux d'associations de résistants aujourd'hui dissoutes. ●

Frantz Malassis



Coll. Fondation de la Résistance

La centrale d'Eysses

En octobre 1943, la maison centrale d'Eysses, à Villeneuve-sur-Lot, devient un lieu d'incarcération où les autorités de Vichy vont concentrer tous les résistants condamnés de la zone Sud. Début 1944, Eysses comptera jusqu'à 1 800 résistants écroués. Bientôt une résistance se met en place à l'intérieur des murs de cette prison. Les détenus parviennent à communiquer avec la Résistance locale. Après avoir fait entrer quelques armes dans la prison, ils forment un bataillon FFI et préparent un plan d'évasion collective pour rejoindre les maquis de la région. Le 19 février 1944, les détenus résistants mettent leur plan à exécution et se rendent maîtres des lieux. Cependant, l'alerte est donnée et durant la nuit les gardes mobiles de réserve appuyés par des artilleurs allemands assiègent la prison. Les résistants d'Eysses sont contraints de se rendre. À la suite de cette tentative d'évasion, une cour martiale condamne à mort 12 détenus exécutés au matin du 23 février 1944. La promesse qui avait été faite aux insurgés d'avoir la vie sauve s'ils acceptaient de se rendre n'a ainsi pas été tenue. Les détenus demeurés dans la prison sont livrés aux nazis le 30 mai 1944 qui les déportent au camp de concentration de Dachau à la fin du mois de juin 1944. ●

Pour en savoir plus, consultez l'exposition « Eysses, une prison en Résistance (1943-1944) » sur le musée de la Résistance en ligne : <http://www.museedelaresistanceenligne.org/>

Dans l'immédiat après-guerre, des publications notamment destinées à la jeunesse rappellent la Mémoire de la tentative d'évasion collective des résistants incarcérés à Eysses le 19 février 1944.